

umpac 202

• octobre-décembre 2025
CPPAP : 0715 S 07535
• 2,50€

GRAND ANGLE / PAGES 4-8
La post-vérité tue
la démocratie

ASSISES PAPIER & CARTON
/ PAGES 24-26
L'illettrisme, ce naufrage
silencieux de la République

ENTRETIEN / PAGES 42-46
Les patrons, premiers
soutiens de l'extrême droite



PAPIER & CARTON
ASSISES
DES TRAVAILLEURS
ET DES INDUSTRIES DU
PAPIER ET DU CARTON
7, 8 octobre 2025

impac | 202 sommaire



14



24



42

34

GRAND ANGLE pages 4-8

La post-vérité tue la démocratie
Bienvenue dans la France rance
Syndicat, éveilleur de consciences

ASSISES PAPIER & CARTON pages 12-13

Les assises font un carton

TABLE RONDE 1 pages 14-16

Le papier, un enjeu de société :
sa place dans l'éducation, la culture,
la démocratie et le travail
La liberté sur le papier

TABLE RONDE 2 pages 18-19

Métiers et formation professionnelle :
un enjeu crucial pour l'avenir de nos industries
Former les jeunes est vital

TABLE RONDE 3 pages 20-21

Panorama économique et social de
la filière du Papier-Carton
Le papier est un bien commun

TABLE RONDE 4 pages 22-23

Les enjeux environnementaux,

industriels et énergétiques de la filière
Papier Carton
Il faut redonner du sens
à l'avenir

ASSISES PAPIER & CARTON

pages 24-26

L'illettrisme, ce naufrage
silencieux de la République

PORTE-FOLIO ASSISES PAPIER & CARTON

pages 28-33

4^E CONGRÈS INDUSTRIALL pages 34-35

Des fractures dans la solidarité
internationale

EUROPE pages 36-37

Comités européens d'entreprise :
la course dans le vide

CAMPAGNE MÉDIA page 38

"Le papier, il n'y a que des bons
côtés"

CONGRÈS UFICT pages 39-40

Retour du congrès UGICT CGT
à Metz

ENTRETIEN pages 42-46

Les patrons, premiers soutiens
de l'extrême droite

LECTURES pages 48-50

BILLET D'HUMEUR page 52



impac octobre-décembre 2025 - CPPAP 0715 S 07535

Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT

Directeur de la publication : Carlos Tunon

Ont participé à ce numéro : Patrick Bauret, Jérémie Demay, Anne Duvivier, Cédric Laparlère, Pascal Lefebvre, Amélie Meillier, Frédéric Touboul, Carlos Tunon, rédaction UFICT ILPAC

Coordination : Jérémie Demay, Pascal Lefebvre

Maquette, direction artistique : Frédéric Joffre

Correction : Anne Duvivier / Photos : Pascal Auguste, Nicolas Frémot, Adobe Stock, IndustriALL, UGICT, D.R.

filpac cgt : case 426 - 263, rue de Paris - 93154 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr -

Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.



Lutter c'est déjà résister

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

2 026 commence comme 2025 : un monde sens dessus dessous, bousculé par une internationale fasciste qui n'avance même plus masquée. En France, l'extrême droite attend son heure. Elle sait que le terrain est prêt. Pendant ce temps, Macron, dissimulé derrière les verres fumés de ses lunettes, feint de ne pas voir le naufrage démocratique approcher. Ce n'est pas nouveau. Depuis 2017, sa cécité politique l'empêche de regarder le pays droit dans les yeux. Il ne voit pas la colère monter. Il ne voit pas les inégalités exploser. Il ne voit pas que les grandes fortunes et les actionnaires n'ont jamais été aussi grassement servis que sous son règne. En face, les usines ferment, les portefeuilles se vident, les frigos sonnent creux. La précarité devient ordinaire. La haine se banalise.

Réduire les vacances scolaires

Pendant que le quotidien devient invivable, la haine et l'individualisme s'installent comme des évidences. Un ancien ministre de l'Intérieur peut désormais briguer la présidence en dénonçant les « dérives de l'État de droit » sans que cela ne soulève autre chose qu'un haussement d'épaules. Voilà le niveau d'asthénie démocratique. Face à cette accumulation de périls, quelle est la grande réponse présidentielle ?

Réduire les vacances scolaires !

Évidemment. Retirer quelques jours d'été sauvera nos papeteries. Cela permettra sans doute aux salariés de Lecas d'être enfin payés. Depuis l'été 2025, ils ne touchent plus un centime. Même les documents nécessaires pour s'inscrire à France Travail et percevoir leurs

“ Le fascisme n'a jamais apporté de solution. Il prospère sur la résignation. L'illibéralisme et ses dérèglementations ne triompheront pas si nous restons unis. ”

indemnités leur sont refusés. Le tribunal de commerce de Caen hésite encore. Liquidation ou sursis ? Décision en avril. D'ici là, les salariés font quoi ? Ils mangent des promesses ? Ils règlent leurs factures avec des discours présidentiels ? Même avec la meilleure volonté du monde, l'absurdité ne devient pas cohérente. À force de mépris et d'esquives, la colère devient légitime.

Le combat commence à peine

Arrêtons les faux-semblants. Avançons

ensemble sous la bannière de la Filpac pour porter nos luttes. L'illibéralisme et le fascisme ne se combattent pas à coups d'indignation virtuelle ou d'emojis rageurs. Ils se combattent sur le terrain, dans les entreprises, dans les mobilisations, dans l'organisation collective. Le combat n'est pas perdu. Il commence à peine.

Femmes, hommes, actifs, retraités, l'histoire ne retiendra ni nos querelles ni nos prudences excessives. Elle retiendra si nous avons été capables de nous lever. Refusons le fatalisme. Le fascisme n'a jamais apporté de solution. Il prospère sur la résignation. L'illibéralisme et ses dérèglementations ne triompheront pas si nous restons unis.

Pour relever ce défi, notre fédération a besoin de moyens humains et financiers. Exigeons que le 1 % soit réellement appliqué par toutes et tous. Une fédération forte peut faire front. Une fédération recroquevillée ne fera que commenter l'effondrement. Les mots sont durs parce que le moment l'est. Aujourd'hui, nous devons lutter. Demain, il faudra peut-être résister. ●

S'enfermer dans une logique où le ressenti et l'émotion prennent le pas sur la vérité devient le confort des dirigeants. Qu'ils soient politiques, industriels, milliardaires, ou experts sur les plateaux télé, la post-vérité leur permet de contrôler la population insidieusement et efficacement. Mais parler fort ne donne pas raison.

PASCAL LEFEBVRE

Quand JD Vance, le vice-président américain, répond aux journalistes après l'assassinat de Renee Nicole Good par une milice fédérale anti-immigration à Minneapolis, il faut peser chaque mot. Car dans la bouche des puissants, le vocabulaire sert surtout à maquiller les cadavres. Un journaliste lui demande, simplement, si après avoir vu les vidéos il pense toujours que l'assassin a agi en légitime défense. Question factuelle. Réponse lunaire : « Écoutez, je ne sais pas ce qu'il y a dans le cœur et dans la tête d'une personne, et bien sûr nous n'aurons pas l'occasion de demander à cette femme ce qui se passait. Ce dont je suis certain, c'est qu'elle a enfreint la loi. Ce dont je suis certain, c'est que cet agent avait toutes les raisons de penser qu'il était gravement menacé de blessure, voire de mort. » Traduction : il ne sait rien, mais il est sûr de tout...

Le journaliste parle de faits, d'images, de preuves visibles. Le vice-président, lui, parle d'intuition, de ressenti, de croyance. Et comme il parle fort, cela prend l'allure d'une vérité officielle. Sauf que les faits sont têtus. Le *New York Times*, dans une vidéo publiée le 8 janvier, décortique la scène et démontre que Johnatan Ross, l'assassin de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), n'était absolument pas en danger à côté de la voiture... *Newsweek* (9/01) enfonce le clou : le département de la Sécurité intérieure, dont dépend ICE, exige que les agents fassent tout pour désamorcer les situations tendues, et que les armes létales ne soient utilisées qu'en dernier recours. Ce qui n'était manifestement pas le cas à Minneapolis... Le même article souligne en plus le problème de formation des agents d'ICE... Car cette police anti-immigration, recrutée à la va-vite pour flatter les fantasmes de Trump, a attiré son lot de suprémacistes blancs et d'idiots (souvent cumulables dans la même personne). Cer-

tains ont même participé à l'assaut du Capitole. Aujourd'hui, ils portent une arme, un badge, et la bénédiction du Président. Dans ces conditions, faut-il vraiment s'étonner que les opérations d'ICE aient déjà tué neuf personnes ? Mais JD Vance balaie tout cela d'un revers de croyances confortables. C'est plus pratique : ça permet de continuer les rafles, la conscience légère. Le même raisonnement creux a permis à Trump de qualifier Renee Nicole Good, une maman de 37 ans, de « terroriste de l'intérieur ». Étiquette magique : un mot collé, une humanité effacée.

PLAN DE DÉCONSTRUCTION

La sphère trumpiste, allergique à toute forme d'innovation intellectuelle, recycle ensuite le même argumentaire sidérant après l'exécution d'Alex Pretti par les miliciens, cette fois de la police aux frontières le 24 janvier. Son crime ? Filmer les exactions des mercenaires de Trump... Il portait une arme dans le dos... Voilà donc, pour Grégory Bovino, responsable des milices aux frontières, qui pioche sa garde-robe et son idéologie dans les placards du III^e Reich, une justification suffisante : « Un individu a approché des agents de la police de l'immigration avec un pistolet de 9 mm semi-automatique. Les agents ont tenté de désarmer cet individu, mais il a violemment résisté. » Pour lui, des agents ont alors effectué des « tirs défensifs ». Il ajoute qu'Alex Pretti est le seul coupable : « Le suspect s'est mis lui-même dans cette situation. Les victimes, ce sont les agents de la police des frontières, je ne les blâme pas. » Pour ce mini-Goebbels, cela mérite dix balles dans le corps. Même quand le « très dangereux terroriste » est, en réalité, désarmé... La post-vérité, c'est ça : inventions de menaces pour mieux gommer les faits. Bien sûr, le seul objectif est d'assurer la sécurité.

Beaucoup prennent Donald Trump pour un idiot ou un excité de salon... Quelle erreur ! Ce n'est pas un amateur débraillé, mais un stratège froid qui applique méticuleusement un plan pour déconstruire la démocratie, d'abord aux États-Unis, puis, par effet de contagion, sur tout l'Occident...

LA POST-VÉRITÉ TUE LA DÉMOCRATIE



TRUMP DEFENDS ICE AFTER MINNEAPOLIS SHOOTING

ICE OUT!

à l'éducation, aux universités, aux lieux où se fabrique l'esprit critique. Quand un dossier polémique menace de faire dérailler la machine, quel est son réflexe ? Allumer un contre-feu. Une cascade de frasques et de déclarations tonitruantes. Les médias, affamés de sensationnel, s'y jettent, incapables de hiérarchiser l'information. La conscience des citoyens est entraînée dans ce torrent.

DIX VERSIONS AU QUOTIDIEN

Ce qui importe, c'est qu'en affirmant sans preuves solides, en rejetant les faits contre l'émotion et l'interprétation, il transforme l'opinion en tribunal. La logique s'inverse : celui qui crie le plus fort gagne. C'est la post-vérité appliquée comme méthode d'État... Et si un dossier embarrasse ? Allumez encore un autre feu ! Que l'affaire Epstein divise même les franges les plus dures de la galaxie MAGA ? Qu'importe ! Invoquez une autre crise, une autre distraction. Prenez un pouvoir étranger, comme Nicolás Maduro, président vénézuélien, et faites passer son enlèvement pour une victoire de la loi. Des sources internationales rapportent d'ailleurs la chute de Maduro dans un contexte de fortes critiques et d'opposition globale à l'intervention américaine, y compris à l'ONU où des gouvernements ont dénoncé cette action comme une violation du droit international.

Dans ce monde de désordre narratif, la vérité n'est plus une boussole. Elle est balayée par l'autosatisfaction de ceux qui occupent l'espace médiatique et politique. C'est la logique de la post-vérité : si on dit assez fort et assez souvent, si on répète sans cesse sans preuves solides, cela finit par remplacer les faits eux-mêmes. Parce que ce mode d'opération est efficace pour ceux qui détiennent le pouvoir réel, il faut le combattre avec la même détermination que ceux qui hier ont combattu les tyrannies visibles. La vérité, même rugueuse, doit être exposée... Car sans vérité, la démocratie est une coquille vide.

ICE CRIME

L'avantage de la post-vérité, c'est qu'elle dispense de l'effort de penser. Elle installe ses disciples dans un monde parallèle où les faits gênent et où la conscience fait tâche. Mais pour comprendre l'ampleur du phé-



Beaucoup prennent Donald Trump pour un idiot ou un excité de salon...

Quelle erreur ! Ce n'est pas un amateur débraillé, mais un stratège froid qui applique méticuleusement un plan pour déconstruire la démocratie (...)

nomène, arrêtons-nous un instant sur Minneapolis, où deux tragédies concrètes ont déclenché une onde de choc sociale. Derrière les exactions des milices et les mensonges assumés par Trump et sa clique au sujet de l'opération de l'ICE, un courant d'espoir a surgi dans les rues. Malgré un froid mordant et les risques évidents d'affrontements avec les forces fédérales, des milliers d'habitants ont manifesté contre ce qu'ils estiment être des rafles indignes et une brutalité d'État. Ils ont rivalisé d'inventivité pour gêner l'action des milices : des sifflets pour signaler la présence des agents, des casseroles pour empêcher les officiers de dormir devant les hôtels où ils logent, et une résistance obstinée dans les quartiers concernés.

Cette mobilisation a fini par obliger une partie des troupes de l'ICE à se retirer de certains secteurs. Une maigre victoire, certes, qui ne ramènera pas ceux qui ont été raflés et déportés. Mais dans un pays où brutalité et mensonges règnent en maîtres, ces citoyens ont montré qu'il est encore possible de déranger la machine et d'ouvrir des brèches dans le récit officiel. Cela démontre une chose essentielle : lorsque les politiques, qu'ils soient aux commandes ou dans l'opposition, faiblissent devant le pouvoir brut, le pouvoir réel reste dans la rue. Défendre les valeurs démocratiques, affirmer notre humanité, refuser la marchandisation des vies, voilà ce qui reste à ceux qui refusent d'embrasser la post-vérité. ●

BIENVENUE DANS LA FRANCE RANCE

Tous les matins à 9h,
l'extrême droite vous parle
en direct

JE PROPOSE 100 MILLIARDS D'ÉCONOMIES
SANS FAIRE SOUFFRIR LES FRANÇAIS !

NICOLAS DUPONT-AIGNAN • L'heure des pros

PASCAL LEFÈVRE

C News et consorts gavent leurs plateaux de discours aussi creux que dangereux. Là, la croyance fait office d'arbitre, le fait devient suspect, et l'ignorance prend des airs d'expertise. Un militant écologiste ? Écoterroriste. Un gréviste ? Preneur d'otages. Un journaliste ? Activiste, espion, ennemi intérieur tant qu'on y est. L'État de

droit ? Une option parmi d'autres, qu'on range au placard quand elle gêne le scénario. Les données scientifiques ? Balayées d'un revers de main par les experts autoproclamés de la politique du vide. À les entendre, tout s'explique, tout se simplifie, tout se résume. Et bien sûr, tous les maux du monde auraient une seule et même origine : l'immigration. Pratique, non ? Plus besoin de réfléchir.

Le pire, c'est que le discours prend ! Parce qu'il est simple, brutal, binaire. D'un côté les sachants autoproclamés qui détiendraient la vérité révélée, de l'autre les ennemis de l'intérieur. Alors les responsabilités sont inversées. Les victimes sont accusées. Les accusés deviennent les victimes. Les puissants sont dédouanés. Mécanisme bien huilé de la post-vérité : plus c'est gros, plus ça passe.

N'attendez ni raison ni nuance pour ramener tout ce

beau monde les pieds sur terre. Elles ont déserté depuis longtemps les plateaux télé et radio. Aujourd'hui, la démonstration factuelle est remplacée par le commentaire épidermique. L'émotion fait loi, le ressenti tient lieu de preuve. Les études scientifiques sur le réchauffement climatique ? Des années de travaux, de données, d'alertes. Balayées dans les médias Bolloré par un unique argument, imparable dans sa bêtise : « *Moi, je n'y crois pas.* » Pendant des heures, les chroniqueurs moulinent sur l'« écoterrorisme », sur ces bobos écolos qui voudraient, paraît-il, nous renvoyer à la bougie. Sauf que le climat, lui, se moque des plateaux télé. Il se dérègle, et le phénomène s'accélère. Quand la villa en bord de mer aura les pieds dans l'eau, il sera un peu tard pour ouvrir un débat philosophique sur la croyance. La science, elle, ne négocie pas avec l'ignorance.

UN MÉGAPHONE PLANÉTAIRE À L'IMBÉCILLITÉ

Le courage, c'est encore de regarder la vérité en face. Qu'elle soit douce ou qu'elle vous arrache la joue. S'enfermer dans le paradis artificiel du mensonge permanent ne résout rien. Dans le brouhaha des obnubilés du pouvoir, la réalité finit par devenir un bruit de fond inaudible. Le dégagisme sans idée n'a jamais emmené très loin. Ce glissement n'a rien de neuf. À force d'être pratiqué par les dirigeants, le tour de passe-passe a contaminé tout le monde. Les citoyens s'y mettent aussi. Certains syndicalistes également. Les bistrots ont toujours résonné des tirades enflammées. Tant que ça restait au bord du zinc, ça relevait



«IL N'EST PAS FACILE POUR
LES POLICIERS D'INTERVENIR
FACE AUX AGRICULTEURS CAR
ILS SONT BLANCS»

"FAUDRAIT-IL QUE J.-L. MÉLENCHON S
ISRAËL/HAMAS Tsahal a annoncé lutter contre le Hamas
où l'ONU redoute un «scénario infernal».

Des génies de l'ignorance, polyvalents et sûrs d'eux. Ils n'ont même pas besoin d'informations vraies ni vérifiées. Il leur suffit de parler, de marteler, et d'aligner quelques syllogismes bancals.

du folklore. Le problème, c'est que les réseaux sociaux ont offert un mégaphone planétaire à l'imbécillité. La caisse de résonance est devenue cathédrale...

Pendant que les gogos s'écharpent, les vrais responsables, politiques comme économiques, ont très bien compris l'intérêt de la manœuvre. Si la vérité est ailleurs, ils peuvent nous vendre n'importe quelle salade ici. Pour installer durablement le règne de la médiocrité, il a d'abord fallu tordre la langue. Bienvenue dans la novlangue. Un vocabulaire nappé de « bienveillance », lissé au papier de verre du politiquement correct jusqu'à l'absurde. Un langage qui affadit tout, qui dilue le réel, qui ridiculise l'esprit critique. Les directions d'entreprises en sont devenues des virtuoses. Elles ne licencient plus, elles mettent en place un « *Plan de sauvegarde de l'emploi* ». Elles ne détruisent pas des postes, elles « *sauvegardent* »... Elles masquent, mais avec le sourire et un power-point.

Il ne faut plus parler plus de charrette sociale, mais d' « *adéquation de l'outil de production aux réalités d'un marché en évolution* »... Traduction honnête : on vous vire pour produire moins cher ailleurs, pendant que les actionnaires se gavent sur votre misère sociale...

SIESTE CONSCIENTE

La réforme indigne des retraites ? Même recette : un cocktail bien tassé de post-vérité et de novlangue pour faire avaler la pilule... Les biens pensants répètent qu'il faut être « *responsable* », « *réaliste* », « *pragmatique* ». Les experts autoproclamés, installés à demeure sur les plateaux télé, débitent la messe la bouche en cœur. Pourtant, la réalité est d'une simplicité brutale : le fameux « trou » de la Sécu est d'abord le résultat de la chute des contributions patronales. Une chute encouragée par des législateurs trop heureux de se laisser bercer par les sanglots du patronat. Mais grâce à la novlangue, tout devient acceptable... On ne recule pas, on « *s'adapte* ». On ne casse pas, on « *réforme* ». On ne sacrifie pas, on « *modernise* ». Pendant que les mots s'édulcorent, la réalité, elle, cogne toujours aussi fort... La post-vérité n'est pas seulement un brouillard. C'est une arme. Et ceux qui la manient savent très bien ce qu'ils font.

DÉFILÉ DE PRÊT-À-PENSER

À quoi bon encore attendre quelque chose des faits ? La réalité a mauvaise presse : elle est souvent décevante. Alors qu'un fantasme, une superstition ou une croyance c'est tellement plus confortable. Ceux

qui parlent fort ont raison, voilà la nouvelle règle... Chacun peut s'autoproclamer spécialiste de tout en ne connaissant rien. L'important n'est plus de comprendre, mais d'avoir un avis, histoire de se sentir exister...

L'argumentaire doit tenir sur un coin de table. Trop de complexité, et de nuance gâchent la fête. Pourtant, sans nuance, plus de débat, plus d'esprit critique : juste la dictature de l'hystérie collective... Le dérèglement n'est pas que climatique, il est social ! Après avoir aseptisé les esprits à coups de novlangue, les responsables politiques et économiques n'ont plus qu'à dérouler leurs programmes pour détruire méthodiquement les liens qui nous unissent. Beaucoup se laissent bercer, tout endormis dans le confort de leurs certitudes. S'informer ? À quoi bon, puisque « *les journalistes mentent* », jurent les gourous des réseaux sociaux.

Eux, bien sûr, sont l'incarnation de la vérité : capables, dans la même vidéo, de disserter sur le sexe de Brigitte Macron, de recycler les fake news sur le réchauffement climatique, et d'improviser un « point science » en pleine épidémie.

Des génies de l'ignorance, polyvalents et sûrs d'eux. Ils n'ont même pas besoin d'informations vraies ni vérifiées. Il leur suffit de parler, de marteler, et d'aligner quelques syllogismes bancals. L'immigration existe. En prison, beaucoup de détenus seraient d'origine étrangère, ah bon ? On remonte les origines jusqu'à quel degré de parenté, première, troisième génération, dixième génération, couleur de peau, religion, alimentation différente, tenue vestimentaire, la consonance du nom (il ne s'appelle pas Martin ni Durand), etc. Conclusion : l'immigration est dangereuse. Logique de bistrot devenue doctrine politique... Ce qu'ils oublient de dire, c'est que la police contrôle plus facilement, et plusieurs fois par jour, les citoyens issus de la diversité que le petit blanc du XVI^e arrondissement. Même si ce dernier se fait attraper, pas d'inquiétude. Papa a déjà envoyé les avocats. Et quand la justice prend en flagrant délit pour faits de corruption, de détournement d'argent public à des fins d'enrichissement personnel, d'abus bien sociaux, pour apologie de racisme, d'antisémitisme et de crimes contre l'humanité, les Le Pen, Sarkozy, Zemmour et leurs acolytes médiatiques condamnent sans autre forme de procès les juges « *rouges* », un complot politique contre leur mouvement politique et leur personne. ●



SYNDICAT, ÉVEILLEUR DE CONSCIENCES

PASCAL LEFÈVRE

La post-vérité ne cherche pas à convaincre, elle cherche à saturer. À épuiser l'intelligence. Pendant que le vacarme monte, la réalité, elle, continue de passer à la trappe. Le « grand remplacement », le vrai, il est là : la raison remplacée par l'émotion. L'information balayée par les sentiments. La science piétinée par la croyance. Ce serait tellement plus simple de sombrer dans ce confort du mensonge. Se laisser porter par le flot d'inepties. Cesser d'être l'empêchement de tourner en rond pour rejoindre, bien au chaud, le troupeau des individualistes. Mais en étant syndicalistes, nous ne le pouvons pas. Par devoir, d'abord. La lutte commence toujours par les mots, et par les idées. À la CGT, nous nous battons depuis des décennies pour que les travailleurs ne dépendent pas du vocabulaire patronal. Ce n'est pas un simple débat sémantique : nommer correctement les faits, c'est déjà ouvrir la voie à un combat juste et digne. Une lutte où les idées, la

solidarité et l'envie de vivre dans un monde meilleur permettent encore de regarder l'avenir sans baisser les yeux.

Les outils dont nous disposons pour contrecarrer le poison de la propagande patronale et de leurs communicants d'extrême droite, de Bardella à Ciotti en passant par Retailleau et consorts, sont nombreux mais peu utilisés.

SOYONS DES ÉVEILLEURS DE CONSCIENCES

Diffusons largement la NVO, les journaux fédéraux, communiquons beaucoup plus sur les luttes pour la sauvegarde des emplois et des outils industriels, appuyons-nous sur l'intelligence ouvrière pour montrer les alternatives à la résignation que propagent les médias de Bolloré et sa clique d'ultra-milliardaires, soyons des éveilleurs de consciences par une diffusion massive des communications de notre organisation syndicale, reprenons le chemin du contact et des débats avec les travailleurs sur le lieu de travail.

Redevenons cette vague subversive qui submerge les puissants et autocrates au pouvoir. Notre réseau syndical est une puissance très largement sous-estimée par nos propres forces militantes. Nous sommes la masse et ils ne sont qu'une poignée.

Être les porte-voix des salariés, c'est combattre ces marchands de misère et ces promoteurs d'un esclavage moderne repeint aux couleurs de la liberté.

Le syndicalisme n'est pas un hobby.

C'est un engagement. Un engagement exigeant, qui coûte du temps, de l'énergie, sa carrière et parfois même son emploi et jusqu'à sa propre liberté quand la justice condamne l'action syndicale. Parfois aussi des sacrifices pour nos familles.

Mais c'est le prix à payer pour que la dignité du monde du travail et sa résistance au fascisme ne deviennent jamais un souvenir. ●

Le « grand remplacement », le vrai, il est là : la raison remplacée par l'émotion. L'information balayée par les sentiments. La science piétinée par la croyance.



TRÉMA SANTÉ COLLECTIVE ET SURCOMPLÉMENTAIRE

Qui mieux que **Lourmel** pour vous parler mutuelle ?

Transformez vos contraintes en véritables opportunités

Construisez la solution santé collective qui correspond aux besoins de vos salariés et renforcez le dialogue social dans votre entreprise. Faites leur bénéficier de garanties essentielles qu'ils peuvent compléter **en toute simplicité avec la surcomplémentaire Tréma Santé Individuelle.**

Votre conseiller est là pour vous aider à faire un bilan sur votre couverture santé !
Contactez-le au 0809 10 28 08* / ✉ contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Toutes les infos sur www.lourmel.com | Suivez-nous sur [Linkedin.com/company/groupe-lourmel](https://www.linkedin.com/company/groupe-lourmel)

* Service gratuit + prix d'un appel

Lourmel, partenaire de la protection sociale des industries
du message imprimé et digitalisé **depuis plus de 70 ans.**



LOURMEL

Agir ensemble pour mieux vous protéger

**ON NE DIRAIT PAS COMME ÇA,
MAIS AVEC CES FIBRES...**

**ON DIFFUSE DES IDÉES,
ON AFFIRME DES OPINIONS,
ON RACONTE DES HISTOIRES,
ON PROTÈGE L'ALIMENTATION,
ON PRÉSERVE LA SANTÉ...**

... ON EN FAIT MÊME DES LITS

C'EST DU PAPIER !

*| Livres, journaux, emballages, produits techniques... |
| Le papier, matière première de notre quotidien |*

filpac cgt

**La fédération au cœur de la lutte
pour la défense de l'imprimé,
de la presse écrite et des métiers
du livre et du papier**

Le Livre, le Papier et la Communication
www.filpac-cgt.fr

impac

HORS SÉRIE

**ASSISES PAPIER & CARTON
TABLE RONDE 1 / PAGES 14-15**
La liberté sur le papier

**ASSISES PAPIER & CARTON
TABLE RONDE 4 / PAGES 22-23**
**"Il faut redonner du sens
à l'avenir"**

**ASSISES PAPIER & CARTON /
IDÉES / PAGES 24-26**
**L'illettrisme, ce naufrage
silencieux de la République**

SPÉCIAL

PAPIER & CARTON

**ASSISES
DES TRAVAILLEURS
ET DES INDUSTRIES DU
PAPIER ET DU CARTON**

7, 8 octobre 2025
Tables rondes, débats

MONTREUIL,
Bourse du travail **CGT**,
Patio Georges Séguy

assises
papier
carton

Quatre tables rondes, quatre temps d'échange pour rappeler l'importance du papier et de celles et ceux qui le fabriquent. Voilà la mission réussie par les Assises des travailleurs et des industries du papier et du carton.

LES ASSISES ONT FAIT UN CARTON



JÉRÉMIE DEMAY, PHOTOS NICOLAS FRÉMIOT

Tous les débats ont été véritablement intéressants, portés par des intervenants de grande qualité. Des spécialistes capables d'apporter de la profondeur, de la nuance, et de permettre à la centaine de participants de repartir non seulement mieux informés, mais aussi galvanisés pour affronter l'avenir.

Même si les vautours du capitalisme planent au-dessus de nos papeteries, le papier n'est pas mort. Notre société en a besoin pour emballer, nettoyer, protéger, expédier. Mais aussi pour construire l'esprit critique.

Le papier, outil d'émancipation

Cette première thématique a été développée par Fabrice Bak, psychologue spécialisé dans la construction cognitive du cerveau. Sans conteste, cette table ronde est celle qui a le plus marqué les participants, qui en parlent encore. Et pourtant, rien n'était gagné d'avance. À l'énoncé impressionnant des titres et qualités de l'intervenant, une onde de scepticisme parcourt l'assistance, assortie de quelques mimiques ironiques. A priori, le psy n'est pas attendu avec impatience. Mais il ne faut pas cinq minutes à Fabrice Bak pour retourner son auditoire et le garder captif. Chaleureux, engagé, énergique, il apporte un éclairage inédit à la réflexion du matin et pendant la pause, chacun s'accorde à saluer une intervention marquante. Grâce à son intervention, le message est clair : sans papier, pas d'esprit critique, et sans esprit critique, pas de démocratie.

Le papier permet d'apprendre mieux, de comprendre plus finement le monde qui nous entoure. Il n'est pas

Le papier permet d'apprendre mieux, de comprendre plus finement le monde qui nous entoure. Il n'est pas un simple support : il est un outil d'émancipation.

un simple support : il est un outil d'émancipation. Sans trop l'afficher, les papetiers sont fiers d'être un maillon essentiel de cette chaîne démocratique.

Un patron pas comme les autres

La seconde table ronde propose un menu tout aussi copieux : la formation. Un enjeu vital pour la filière, pourtant, là aussi, les intervenants ont réussi à capter leur auditoire. Notamment François Vessière. Un patron à la tribune, ce n'était pas gagné. Mais il s'agit d'un patron à l'ancienne. À des lieues des pâles émanations formatées de consortiums internationaux inaccessibles, le bonhomme rond,

blanchi sous le harnais, volubile, truculent, partage avec ses salariés l'amour du terrain, du métier, des machines, et à l'évidence, savoure la discussion avec ses meilleurs ennemis de la CGT. Pas facile de tenir sa position, mais il ne manque pas de panache et quand on le voit trinquer avec des militants amusés, on se doute que ce n'est ni la première, ni la dernière fois...

« Viva evolución »

La troisième et dernière table ronde est consacrée à la gestion des forêts. Entre les conséquences du réchauffement climatique, avec son cortège de parasites, d'incendies et de sécheresses, la pression des propriétaires privés et la multiplication des coupes rases, le sujet avait de quoi donner le cafard. Pourtant, les interventions d'un camarade à l'Office national des forêts, se révèlent à la fois pointues et passionnantes. Et son tee-shirt « *Viva la evolución !* » donne déjà un avant-goût du programme.

Et puis, il n'y a pas à dire, on sait recevoir à la Filpac. Chez nous, la pause déjeuner n'a rien d'anecdotique. Qui a eu l'idée des petites sauces relevées et colorées dans ces sandwiches trois étoiles ? Un délice. Croqué, en regardant, nez en l'air, le soleil jouer trente mètres plus haut sur la verrière au-dessus du patio. 44 ans après son inauguration, le lieu est toujours aussi bluffant. L'histoire et l'engagement, ce n'est pas un chèque en bois à la Filpac. ●



Avant que les tables rondes ne s'ouvrent, la rédaction d'Impac vous propose autre chose : écouter ceux qui vivent et qui travaillent du papier carton. Quatre débats sont annoncés. Quatre thèmes comme autant de champs de bataille où se joue l'avenir de la filière. Derrière les mots convenus, il y a des vies, des familles, une économie nationale qu'on sacrifie sans rougir. Ces assises sont un champ de lutte.

LA LIBERTÉ SUR LE PAPIER

Fabrice Bak est docteur en psychologie cognitive, spécialiste du développement de la pensée de l'enfant et de l'adolescent. Il démontre l'intérêt de l'apprentissage sur le papier pour la construction de l'esprit critique.

JÉRÉMIE DEMAY

La région Île-de-France a décidé de retirer, pour les lycéens, les manuels scolaires papier et de les remplacer par une plateforme numérique. Officiellement, selon Valérie Pécresse, il s'agit d'innovation. En réalité, c'est surtout une histoire d'argent. Mais, petit détail oublié par la dernière candidate de la droite à la présidentielle : le numérique n'est pas forcément synonyme de progrès. Surtout pas pour l'éducation.

Un exemple qu'elle semble ignorer, la Suède. Ce pays avait tout misé sur le numérique pour instruire les élèves. Finis les cahiers et les livres, place aux tablettes et aux écrans en tout genre. Résultat, en quelques années, le niveau des élèves a considérablement baissé. Pourtant, les contenus et les méthodes restaient inchangés. Comment expliquer ce phénomène ?

« Quand on lit sur du papier, on est posé face à un texte »

Fabrice Bak, dont la passion est de comprendre comment se construit le cerveau des jeunes, n'a aucun doute : le papier reste indispensable. Pas par nostalgie, ni par refus du progrès, mais parce qu'il possède des vertus que le numérique est incapable d'offrir. D'abord, le temps : *« En passant par le papier, il va y avoir une modalité d'intégration des informations qui sera beaucoup plus cohérente. Déjà, c'est une activité où il va falloir se poser. L'attention et la concentration vont être sollicitées d'une façon très précise, par rapport à la lecture que l'on retrouve sur les écrans. Par exemple, sur internet, quand vous lisez, plusieurs fenêtres "pop-up" s'allument. Résultat, cela attire l'attention sur d'autres registres. Quand on lit sur du papier, on est posé face à un texte. »*

Le papier sollicite également des zones du cerveau que l'écran ne peut atteindre. *« La texture du papier que l'on va toucher, le champ visuel est plus restreint, parfois les éléments olfactifs, car le papier a une odeur. Conséquence : l'information qui est lue s'imprègne mieux dans le cerveau. Ces sensations sont absentes sur un écran. Beaucoup plus de circuits seront sollicités par la lecture sur du papier que celle s'opérant depuis un écran. Même si, depuis des années, on nous l'a vendu comme un nouveau mode de lecture par lequel il était impératif de passer. Non, dans la réalité, ce n'est pas le cas. Cela se vérifie très bien chez les enfants et les adolescents d'aujourd'hui, avec de gros problèmes de déperdition dans le langage oral, en lien avec cette perte d'information liée à la lecture de l'écriture sur papier. »*

Du retard dans l'apprentissage de la lecture

Pourtant, l'Éducation nationale, au-delà des lycées franciliens, multiplie les solutions pédagogiques numériques. Les collégiens et lycéens remplissent des QCM en ligne, doivent visionner des vidéos pour assimiler une leçon, et les tableaux noirs sont remplacés par des écrans intelligents capables d'afficher graphiques et animations. Même la maternelle se retrouve envahie d'écrans. La justification ? Intéresser les élèves, même les plus distraits. La réalité... cela ne fonctionne pas ! Pire encore, les conséquences sont lourdes. *« Pourquoi se trompe-t-on de problématique ? Les enfants ne sont plus forcément intéressés non plus par ce qui leur est présenté dans le contexte scolaire. Certains pensent que ce sont les modalités de cette présentation qui sont en cause. Mais ce que nous voyons depuis de nombreuses années, c'est une dégradation de l'organisation des fonctions cognitives, qui ne se mettent plus en place de manière structurée comme il le faudrait. Le souci, c'est que l'école sollicite les enfants sur l'utilisation d'outils spécifiques, mais c'est cela qui provoque le désintérêt. Car leur pensée n'est pas à même d'intégrer ce qui leur est proposé. Un exemple très simple : nous avons observé un décalage de la maturation cognitive d'à peu près un an et demi à deux ans. C'est-à-dire que pour les outils qui apparaissaient aux alentours de six ans, maintenant il faut attendre sept ans et demi. »*

Mais aujourd'hui, beaucoup de gens n'ont plus d'idées, ils ont des opinions. C'est plus vite tranché, c'est comme ça !

« Aujourd'hui, les enfants apprennent en faisant »

L'invasion des écrans à la maison aggrave encore la situation. Car tout ne s'apprend pas à l'école. Le cerveau des enfants et des adolescents doit aussi être sollicité dans la sphère familiale pour construire la réflexion des citoyens de demain.

« Aujourd'hui, les enfants jouent principalement avec une console de jeux. Sans console, on peut rencontrer un souci de sociabilisation. Mais il existe d'autres types de jeux, comme les jeux de société. Avant, avec les jeux vidéo, on trouvait un petit livret explicatif. Aujourd'hui, les enfants ne lisent plus. Ils apprennent en faisant. Pour les jeux en réel, il faut lire et comprendre la règle, ce qui ne se retrouve pas du tout sur une console. Depuis quelques générations, la sollicitation dans les sphères figuratives crée ce décalage dans la maturation cognitive. Un certain nombre de pays ont d'ailleurs décalé la mise en place de l'acquisition de la lecture. Elle ne se fait plus à six ans, mais à sept ans. »

Un ou deux ans de retard, est-ce si grave ? Avec l'espérance de vie qui s'allonge et l'âge de la retraite qui recule, certains pourraient le croire. Sauf que pour le cerveau, c'est une catastrophe. Et pour la société, c'est pire encore. L'intelligence collective se délite, le débat rationnel se délite, l'argumentation devient une utopie. À la place, prolifèrent les disputes hystériques et stériles dont raffolent les chaînes d'info en continu. *« L'esprit critique est fondamental dans la construction d'un individu et de son esprit. C'est ce qui permet de mettre en question et en cause les éléments qui nous sont présentés. C'est ce qui va permettre de construire une idée. Mais aujourd'hui, beaucoup de gens n'ont plus d'idées, ils ont des opinions. C'est plus vite tranché, c'est comme ça ! »* constate Fabrice Bak.

« L'école est là pour construire notre pensée »

Autre conséquence directe : la montée de la violence. *« Depuis deux ans environ, des faits divers avec des jeunes commettant des actes ultra-violents deviennent plus nombreux, avec des meurtres, des agressions hyperviolentes. Il y a quelques semaines, une enfant s'est fait tuer dans un bois. Le procureur de la République a déclaré que le suspect était en train de jouer aux jeux vidéo, il était tendu et énervé parce qu'il s'était "branché" avec un gamer, et cet individu est sorti avec la volonté de frapper quelqu'un. La jeune fille, qui habite le même quartier, passe à ce moment-là, et il la tue. Mais que s'est-il passé ? Cela tient certainement à des outils absents dans sa pensée. Il ne devait pas avoir une sorte de filtre entre les sphères cognitives et affectives. Dans la pensée, deux*





domaines vont se construire de la petite enfance jusqu'à l'âge adulte. Chez les tout-petits, on part de l'univers du jeu et de celui de l'observation. Les deux sont entremêlés, l'enfant passe de l'un à l'autre. Par exemple, si un enfant fait un cauchemar, il pense que c'était vrai, et ses parents lui expliquent que c'était uniquement dans sa tête. Progressivement, ces deux sphères vont se scinder. Celle du jeu va générer la sphère descriptive, et l'univers de l'observation va donner la sphère cognitive. Lorsque ces deux univers se scindent, un filtre va se positionner entre les deux, qui se fonde sur la relativité du jugement, la discussion pour former l'esprit critique. Au collège, il devient de plus en plus difficile pour les élèves de comprendre un texte simple, même lorsque les énoncés sont explicites. Quant à l'implicite, il leur échappe complètement. Certains y voient des carences éducatives, notamment familiales. Pour moi, c'est un peu facile. Car nous passons tous par l'école, qui est précisément là pour construire notre pensée. »

Les algorithmes exploitent cette passivité. Une vidéo vue entraîne une cascade d'autres vidéos similaires : pas de confrontation, pas de contradiction.

« Les algorithmes exploitent la passivité »

La perte du goût de la lecture entraîne aussi une paresse intellectuelle qui explique certains résultats électoraux. Lire un programme demande un effort. Regarder une vidéo de trente secondes sur internet, non. « Les algorithmes exploitent cette passivité. Une vidéo vue entraîne une cascade d'autres vidéos similaires : pas de confrontation, pas de contradiction. Cela renforce une opinion jusqu'à en faire une vérité. Et si la personne a des failles cognitives, elle devient dogmatique, incapable de remise en question. Lire un document dans son intégralité est précieux. Cela permet de comprendre. En 1758, Helvétius écrivait *De l'esprit*, pour tenter de saisir comment se forme la pensée. Aujourd'hui, on préfère lire un résumé. C'est plus rapide, ça suffit. Pourtant, c'est en comprenant nos origines qu'on comprend où l'on est... et qu'on peut construire l'avenir. En psychologie, je constate que beaucoup de jeunes en master 2 ont lu à peine une dizaine de livres. C'est dramatique. Or, mon métier repose sur la lecture. Plus de 70 % des collégiens ne dépassent pas un niveau de lecture basique. C'est énorme ! »

« La lecture, elle, construit l'esprit »

Faut-il pour autant basculer dans l'excès inverse et rejeter tout apport du numérique ? Non. L'équilibre est possible, mais à condition de ne pas confondre outil et fondement. « Je ne diabolise pas le numérique, c'est un outil formidable. Mais ce n'est pas un outil de construction. ChatGPT, par exemple, est bluffant. Mais trop de jeunes l'utilisent pour faire le travail à leur place. Je veux un texte sur tel sujet... et l'IA rédige. Il faut relire, adapter, ajouter des idées personnelles. Sinon, cela devient un outil de paresse. Or la lecture, elle, construit l'esprit. Elle participe à la liberté. Historiquement, les puissants ont maintenu les peuples dans l'ignorance pour mieux les contrôler. Quand la lecture est devenue obligatoire, les citoyens ont gagné une liberté incroyable. Aujourd'hui, on renonce à cette liberté. »

Liberté, j'écris et je lis ton nom... sur du papier ! ●

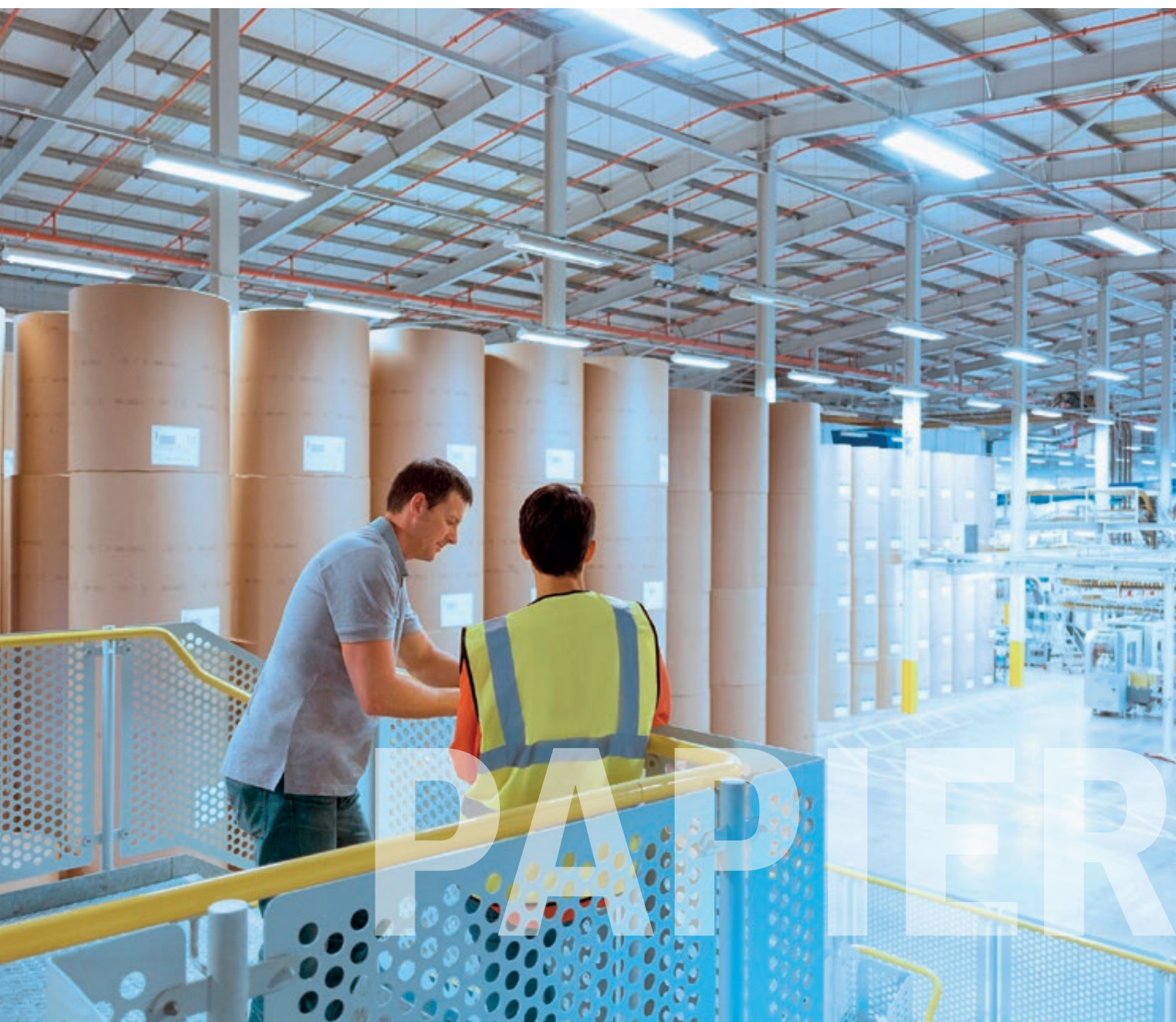
Pour la création. Pour l'information. Pour celles et ceux qui la font.

Depuis 20 ans, nous protégeons et accompagnons les entreprises, les organisations de la création, de l'information et leurs talents, pour qu'ils puissent créer et informer en toute liberté.



La formation est obligatoire pour progresser dans son travail. Souvent même pour le garder. Le défi pour l'industrie papetière : trouver et former des jeunes pour assurer la relève.

FORMER LES JEUNES EST VITAL



PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY

À quoi sert de se former quand on est salarié ?

Patrick Bauret : La formation est indispensable pour améliorer ses conditions de travail, son statut et, bien souvent, son salaire. Elle permet aussi de rester à la hauteur des évolutions, notamment technologiques. Si l'on n'avance pas, on stagne.

Quelles sont les grandes évolutions du métier de papetier nécessitant de suivre des formations ?

Les transformations sont similaires à celles observées dans beaucoup d'autres secteurs : généralisation de l'informatique, machines de plus en plus complexes, pilotées par ordinateur, avec moins d'interventions humaines. Sans formation, les salariés restent cantonnés aux anciennes machines et se retrouvent dépassés. Le métier a radicalement changé en quelques années. Former les jeunes est tout aussi vital : ils sont l'avenir de la branche.

Pourquoi est-ce si urgent ?

Parce que 40 % des salariés partiront à la retraite dans les dix prochaines années. Si employeurs et administrations ne mettent pas en place une politique sérieuse de valorisation de nos métiers en expliquant ce qu'ils sont, à quoi ils servent, dans quelles conditions ils s'exercent et avec quelle rémunération, le renouvellement des travailleurs sera compromis. Or, les conditions de travail sont exigeantes, certes, mais les salaires ne sont pas les plus mauvais. Il est donc temps de réfléchir sérieusement à la relève.

La formation peut-elle répondre au discours patronal ?

Oui, à condition d'accompagner cela d'une véritable promotion de nos métiers. Aujourd'hui, les jeunes sont incités à devenir commerciaux en costume-cravate, quand, à l'usine, les mains restent dans le cambouis. Nous avons besoin d'ouvriers spécialisés, très spécialisés même, en particulier dans la production du papier. Car si demain il n'y a plus de salariés, les multinationales ne se gêneront pas pour fermer les usines.

Pourquoi les jeunes rechignent-ils à devenir papetiers ?

Le système éducatif valorise avant tout les métiers de service et les longues études, au détriment des métiers dits « manuels ». Pourtant, conduire une machine à papier n'a plus rien d'un simple travail manuel. C'est un métier complexe, technique, technologique. L'Éducation nationale a sa part de responsabilité : elle détourne les jeunes de filières où les débouchés sont pourtant bien réels.

Et avoir des diplômes n'est pas toujours synonyme de salaire élevé...

Exactement. Dans *Le Monde*, une avocate de 30 ans témoigne : 2 500 euros par mois à Paris, cinquante heures par semaine. Dans une papeterie, un conducteur de machine gagne 3 500 euros en 35 heures. Cela devrait faire réfléchir...

Malgré cela, le discours ne séduit pas ?

Le travail manuel a été dévalorisé pendant des décennies. Le papier aussi. Pourtant, les choses commencent à évoluer. L'informatique, c'est pratique, mais les deux plus grands data centers d'Irlande consomment autant d'électricité que les deux plus grandes villes du pays... produite au charbon et au gaz ! Et l'IA devrait consommer quatre à cinq fois plus d'énergie d'ici trente ans. Le papier, lui, ne tombe pas en panne, il se recycle, et il est une ressource de première nécessité.

Vous avez un exemple concret ?

Oui. Un jour, quelqu'un me vantait les mérites de l'informatique. Je lui ai répondu que le papier restait un produit essentiel. Il a rétorqué qu'on pouvait s'en passer. Mais essayez donc, le matin, après le café, de vous contenter d'un smartphone aux toilettes...

Si demain il n'y a plus de salariés, les multinationales ne se gêneront pas pour fermer les usines.

Quels seraient les axes prioritaires à développer dans la formation des papetiers ?

Il faudrait aller dans les collèges et les écoles pour expliquer ce qu'est l'industrie papetière et montrer que le papier a un avenir. Le papier, ce sont les livres, la presse, mais aussi les emballages, recyclables et biodégradables. Dans les Landes, quand on coupe un arbre, un autre est planté. Les papeteries ferment leurs cycles, disposent de stations d'épuration et produisent souvent leur propre électricité grâce à la bioénergie. Contrairement à certaines industries chimiques, elles ne sont pas les championnes de la pollution.

Y a-t-il encore des débouchés ?

Bien sûr. Le renouvellement des salariés est une réalité incontournable avec les départs à la retraite. Et le métier reste un vrai travail d'équipe. L'objectif est désormais de travailler main dans la main avec les CFA, de les financer, et surtout d'ouvrir les usines pour accueillir les classes, montrer la réalité de nos métiers et donner envie aux jeunes de nous rejoindre. ●



L'industrie papetière souffre de plans sociaux en pagaille. La majorité d'entre eux sont guidés par l'avidité de patrons ne recherchant que le profit et se moquant éperdument de la casse sociale et environnementale.

LE PAPIER EST UN BIEN COMMUN»

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY

Pourquoi les salariés de l'industrie papetière sont-ils actuellement malmenés ? Que se passe-t-il ?

Cédrick Laparlière : Un mouvement de concentration entre les grands groupes est en cours. Là où l'activité baisse un peu, la stratégie consiste à fermer des machines pour surcharger les autres. On constate aussi un surstock de papier. Résultat, des sites ferment. Et même si demain l'activité repart, il n'y aura plus rien pour produire. Dans le même temps, les machines de petite capacité sont systématiquement arrêtées. L'industrie papetière, comme d'autres, fonctionne par cycles plus ou moins longs. Or, ces derniers temps, le rythme s'accélère.

Comment l'expliquez-vous ?

Dans le papier-carton, on n'emballer que ce qui est consommé. Tant que la consommation des ménages ne redémarre pas, l'activité restera atone. Le marché dépend directement du pouvoir d'achat. Et pour consommer, il faut des salaires. Tant que les patrons refuseront de les augmenter, la filière aura du mal à repartir.

Pourtant, des vagues de délocalisations sont en cours. La demande existe, alors ?

Bien sûr. Mais les patrons préfèrent produire à moindre coût dans des pays où il n'existe ni syndicats, ni minima sociaux. Avec cette organisation, ils s'enrichissent davantage, tout en négligeant complètement l'impact écologique. Les camions qui livrent la France viennent de Turquie, de Pologne ou de Roumanie. L'empreinte carbone de ces transports est catastrophique, mais tout le monde ferme les yeux. L'instabilité politique en France complique le dialogue avec les ministères.

Les patrons profitent-ils de la situation pour fermer des papeteries ?

Évidemment. Pendant que l'Assemblée nationale s'écharpe avec le gouvernement, les patrons en profitent pour dérouler leurs sales plans. Sans interlocuteurs disponibles dans les ministères, il n'y a aucun contrôle. Résultat, ils ferment les usines en toute tranquillité.

Pourtant, après le covid, le discours officiel insistait sur la souveraineté industrielle française. N'étaient-ce que des paroles creuses ?

Des paroles, rien de plus. Il n'existe aucune stratégie réelle de réindustrialisation. Les gouvernements laissent faire. Ce sont les intérêts financiers qui dictent la ligne. Le président de la République existe, certes, mais ce sont les milliardaires et le capitalisme qui dirigent le pays. N'oublions pas non plus que le président est un banquier...

Pensez-vous que l'hémorragie dans l'industrie papetière puisse s'arrêter ?

C'est tout l'enjeu de notre combat. Regardez Chapelle-

Darblay : nous avons réussi à la relancer. Mais la machine sera transformée en PPO. Plus de papier graphique, plus de papier journal. Ces papiers viendront du Canada, avec toutes les conséquences écologiques que cela implique. Autour de l'industrie papetière, circule d'ailleurs quantité de fausses informations. Contrairement aux idées reçues, la forêt ne disparaît pas à cause du papier. En France, elle progresse ! Le papier sert à fabriquer du carton, des cahiers, et après usage, il repart au recyclage. Un même papier peut être recyclé de sept à neuf fois. De plus en plus d'entreprises travaillent d'ailleurs uniquement sur le recyclé.

Pourquoi alors cette image négative du papier ? D'où vient-elle ?

D'enquêtes à charge. L'une d'elles a même détruit une partie de la filière en affirmant que le papier pollue massivement. Ces idées sont véhiculées par les lobbies du plastique. C'est de la pure désinformation. Prenons l'eau par exemple : oui, nous en utilisons, mais l'eau rejetée dans les rivières est plus propre qu'à son arrivée. Les papeteries ont des systèmes d'épuration performants et le Centre technique du papier travaille à réduire encore la consommation. La filière peut répondre au défi écologique. Elle ne détruit pas les forêts, contrairement à ce qui est répété à tort.

Mais la majorité des patrons n'ont qu'une vision à court terme : du cash immédiat pour les actionnaires. La filière papier, elle, a besoin d'une vision à long terme.

Et les défis sociaux ?

Ils sont tout aussi lourds. Le recul de l'âge de départ à la retraite est une aberration. Imaginer un salarié de 64 ans encore en 3x8 ou 4x8, c'est inhumain. Nous savons que ces rythmes bousillent la santé. À cela s'ajoute un autre problème : la transmission des savoirs. Recruter devient difficile, et former un conducteur de machine prend du temps. Or, les départs en retraite ne sont pas anticipés, ce qui entraîne une perte de compétences. Il faut permettre un départ à taux plein à 60 ans, tout en investissant dans la formation des jeunes. Sinon, la qualité chute. Une réclamation client coûte très cher. J'ai vu un reportage sur la métallurgie. Un patron qui avait tout délocalisé en Bulgarie expliquait que, malgré des salaires plus bas, un salarié français lui coûtait 30 % moins cher qu'un Bulgare à cause des réclamations et de la perte de qualité. Mais la majorité des patrons n'ont qu'une vision à court terme : du cash immédiat pour les actionnaires. La filière papier, elle, a besoin d'une vision à long terme.

Qu'attendez-vous de ces assises ?

Qu'elles permettent de redorer l'image du papier-carton en France. C'est un beau métier, une belle filière. Il faut une véritable stratégie de réindustrialisation. Le papier est un bien commun, recyclable, indispensable. Il doit rester un pilier industriel, social et écologique de notre pays. ●



Prendre soin de l'environnement passe par l'engagement.
À l'image de celui de Cyril Fournet dans les Landes.

IL FAUT REDONNER DU SENS À L'AVENIR»

JÉRÉMIE DEMAY

Entretenir les forêts n'est pas une option mais une nécessité. Les dogmes économiques, aveugles et cupides, ont balayé cette évidence d'un revers de main. Résultat, les pins maritimes des Landes ne sont plus que des bombes à retardement, prêtes à s'embraser au premier mégot. Pourtant, une forêt vivante, exploitée intelligemment, nourrit l'emploi, protège l'environnement et empêche les incendies de transformer les paysages en brasier. Les routes landaises, interminables traits de bitume bordés de pins au garde-à-vous, cachent des trésors oubliés. Cyril Fournet connaît le chemin. Ses cheveux bouclés et grisonnants, son accent du Sud-Ouest, son allure d'aventurier disent déjà l'essentiel : l'homme respire le bonheur simple d'être en forêt. Mais ce qui l'anime surtout, c'est le « gemmage », la récolte de la résine de pin. Pas un hobby mondain, une passion

dévorante qui déborde à la première évocation du mot.

La France produisait 200 000 tonnes de résine

Le hasard l'a mené à ce savoir-faire en fac de droit, en rédigeant un mémoire sur les luttes sociales des gemmeurs. Ces travailleurs, qui faisaient vivre 22 000 familles landaises à l'apogée du métier, ont été sacrifiés sur l'autel du marché mondial. Avant la Seconde Guerre mondiale, la France produisait 200 000 tonnes de résine par an, numéro un mondial. Les années 80 ont balayé tout cela, la concurrence chinoise et brésilienne faisant office de bulldozer. Et pour quoi ? Pour troquer une richesse locale contre des produits pétroliers importés, polluants et sans racines. Car la résine de pin, loin d'être une lubie folklorique, irrigue mille usages : vernis, encres, peintures, adhésifs, savons, chewing-gums, cosmétiques, cires d'épilation, beewraps, escalade, gymnastique... sans oublier l'essence de térébenthine, les solvants, les diluants, les parfums, et même les huiles essentielles pour soulager les poumons. Un catalogue d'or remplacé par la pétrochimie bon marché. Aujourd'hui, les forêts landaises végètent. Les



Les canicules s'allongent, le sol se craquelle, les forêts se dessèchent. Laisser ce système en l'état, c'est sceller l'avenir des Landes sous la cendre.

broussailles et pins s'accumulent en silence, transformant la région en gigantesque stock d'allumettes. Les incendies récents n'ont pas tout ravagé ? Belle illusion. Les canicules s'allongent, le sol se craquelle, les forêts se dessèchent. Laisser ce système en l'état, c'est sceller l'avenir des Landes sous la cendre.

« Chacun doit prendre sa part »

Cyril refuse ce suicide collectif. Il réclame une gestion vivante des forêts, inspirée du passé mais tournée vers demain. Autrefois, les bois grouillaient de vie. Les bergers menaient leurs troupeaux, les scieries travaillaient sur place, les gemmeurs récoltaient la résine miraculeuse. « *Il faut redonner du sens à l'avenir* », dit-il. « *Chacun doit prendre sa part pour transmettre la planète aux générations futures.* » Avec son association, Cyril relance le gemmage. Pas comme rente industrielle, mais comme activité locale, durable, et créatrice de lien. « *Jamais cela ne fera vivre à temps plein. Mais cela peut compléter un revenu, et surtout redonner vie aux forêts. Ce qu'il*

faut éviter, c'est que les industriels flairent le filon et mettent la main sur le gemmage. »

Dans sa parcelle, 650 pins témoignent de ses efforts. Les techniques évoluent : trous plus petits, tuyaux qui ne se bouchent pas, pots conçus avec des écoles locales pour préserver la résine. Et cette trouvaille dont il sourit, un liquide secret qui permet à l'arbre de sécréter pendant plusieurs jours sans s'épuiser. Un brevet est en cours, mais avec une exigence claire, que le gemmage reste un bien commun, pas un jouet pour multinationales.

Redonner souffle et avenir aux pins des Landes

L'association rassemble déjà 150 adhérents. Autant de bras décidés à préserver la forêt plutôt que de la voir partir en fumée. Le choix est clair, continuer à attendre passivement le prochain incendie, ou retrousser les manches pour redonner souffle et avenir aux pins des Landes.

Cyril a fait son choix : vivre la forêt autrement. Préserver son petit coin de paradis, non seulement pour ses vieux jours, mais surtout pour les enfants des Landes. Le rêve du retour du gemmage n'a rien d'une utopie. Un luthier bordelais l'a déjà sollicité, avec une idée en tête : travailler ses violons comme Stradivarius. Non pas pour la gloire, mais pour offrir à ses instruments une longévité exceptionnelle, gage de qualité. Une longévité programmée, en somme, qui vient narguer tous ces marchands d'éphémère. Dans cent ans, quand ces violons résonneront encore, il y aura un peu de Cyril dans chacune de leurs notes. ●

L'illettrisme, ce naufrage silencieux de la République

Az,suryktog,dhiz slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd n,q xfs a ahdgrtoiluals;qmlkfb vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b
 ??? Az,suryktog,dhiz
 slfmijrjnxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd n,q xfs a ahdgrtoiluals;qmlkfb
 vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b ???
 ????????????????? Az,suryktog,dhiz slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd n,q xfs
 a qmlkfb vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b ?????????????????????????????
 ????????????????????? Az,suryktog,dhiz slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd
 n,q xfs a ahdgrtoiluals;qmlkfb vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b ?????????????
 ??? Az,suryktog,dhiz
 slfmijrj n,q xfs a ????????????????????????????????????? Az,suryktog,dhiz
 slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd n,q xfs a ahdgrtoiluals;qmlkfb
 vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b ?????????????????????????????????
 ????????????????? Az,su ryktog,dhiz slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd n,q
 xfs a ahdgrtoiluals;qmlkfb vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b ?????????????
 ????????????????????? Az,suryktog,dhiz slfmijrj nxmaùpù;abd
 yrnfcjzhxbd n,q xfs a ahdgrtoiluals;qmlkfb vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b
 ??? Az,suryktog,dhiz
 slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd n,q xfs a ahdgrtoiluals;qmlkfb
 vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b ?????????????????????????????
 ????????????? Az,suryktog,dhiz slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd n,q xfs
 a ahdgrtoiluals;qmlkfb vcjkle,elduslhrggggrhekéedkg,b ?????????????
 ????????????????? Az,suryktog,dhiz slfmijrj nxmaùpù;abdyrnfcjzhxbd

La République aime à se dire éducatrice. Elle se rengorge de ses écoles, de ses programmes, de ses maîtres. Elle promet à chaque enfant les clefs du savoir, comme si elle tenait en main un trousseau d'or. Mais que vaut une promesse lorsqu'elle n'ouvre aucune porte ?

AMÉLIE MEILLIER

En 2022, 3,7 millions de Français peinaient à reconnaître un mot, comprendre un texte, écrire une phrase ou résoudre un calcul élémentaire. Quatre compétences dites « de base » : quatre murs pour ceux qui n'ont pas trouvé la sortie. Et tous ont fréquenté la même école, récité les mêmes leçons, levé le doigt pour demander la parole dans la même République.

Cette République-là a une fâcheuse habitude : célébrer ses réussites en oubliant ses naufragés. Elle préfère exhiber ses polytechniciens que tendre la main à ses ouvriers. Pendant que les ministères publient des rapports lustrés sur « l'excellence éducative », un Français sur dix reste incapable de

lire un formulaire ou de comprendre une consigne. Derrière les statistiques se cache un peuple qu'on condamne à la honte, un peuple invisible dans un pays qui se dit éclairé. Quatre pour cent des Français sont aujourd'hui en situation d'illettrisme. Ce n'est pas un détail administratif : c'est une faillite nationale.

L'intérim, miroir grossissant d'une injustice ordinaire

Dans le monde de l'intérim, l'illettrisme n'est pas une gêne, c'est une barrière. Lire une consigne de sécurité, comprendre une fiche de poste, remplir un planning : des gestes banals pour certains, des épreuves pour d'autres. Beaucoup refusent des missions, non par fainéantise, mais par peur d'être humiliés ou sanctionnés. L'Observatoire de l'intérim et du recrutement l'admet : trois à quatre intérimaires sur dix rencontrent ces difficultés. Mais dans les discours patronaux, cela n'existe pas. Ces dirigeants préfèrent invoquer le manque de motivation plutôt que d'admettre leur propre lâcheté. Les mêmes qui vantent la formation continue ferment les yeux sur ceux qui n'ont jamais eu droit au commencement. Changer d'usine, suivre un plan, comprendre une fiche : des tâches anodines pour les cadres en costume, mais des obstacles insurmontables pour ceux qu'ils exploitent.

Les oubliés du BTP et de l'industrie

Le drame est encore plus brutal dans le BTP et l'industrie : deux secteurs qui concentrent près des deux tiers des travailleurs en difficulté. Là, un mot mal lu, une consigne mal comprise, et l'accident surgit. Ces travailleurs, qu'une société hypocrite qualifie de non qualifiés, accomplissent pourtant les tâches les plus essentielles, les plus dures, les plus risquées. Ils portent sur leurs épaules le poids des bâtiments, des routes et des machines qui font tourner le pays. Et que reçoit cette force laborieuse en échange ? De la fatigue, du mépris et des salaires de misère. On leur refuse la formation au nom du coût, tout en gaspillant des fortunes en gadgets managériaux. Le savoir leur est refusé, puis on leur reproche de ne pas savoir. Ainsi va la logique patronale : exploiter d'abord, accuser ensuite. L'illettrisme, dans ces conditions, devient une question de sécurité publique. Un mot mal compris peut tuer. Et dans ce pays, il tue. Mais pas un ministre ne s'en émeut : le sang ouvrier tache moins qu'un déficit budgétaire.

La misère intellectuelle organisée

Près de la moitié des personnes en difficulté vit dans une grande précarité. Seul un quart accède à une formation. Les autres survivent, honte au ventre, peur au cœur. Et cette peur arrange bien du monde : un salarié qui doute, qui craint de mal lire, n'ose pas contester son chef ni réclamer ses droits. L'ignorance devient un outil de domination. Pendant ce temps, les gouvernements successifs, la main sur le cœur, célèbrent la « modernisation du travail ». Ils numérisent les fiches de paie, dématérialisent les contrats, automatisent les relations humaines. Et lorsque des travailleurs ne parviennent plus à suivre,

on les déclare « inadaptés ». C'est pratique : le progrès a bon dos, surtout quand il écrase les plus faibles.

L'illectronisme, ou la modernité sans humanité

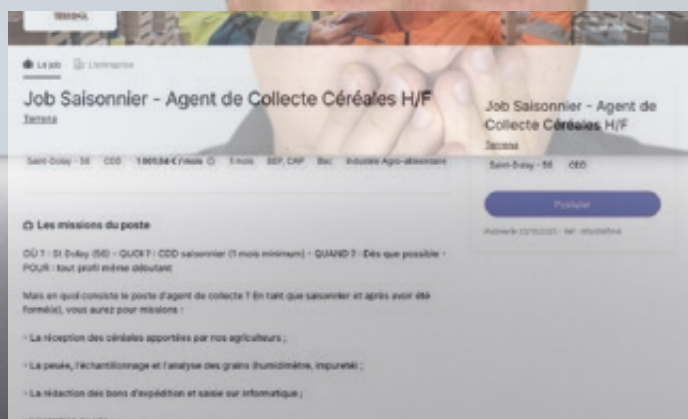
Le progrès numérique devait simplifier la vie ; il complique l'existence des plus modestes. Aujourd'hui, un travailleur sur six ne possède aucune compétence numérique de base, et un sur trois en manque au moins d'une. Résultat : près de la moitié des intérimaires peinent à utiliser le site ou l'application de leur agence. Un oubli de mot de passe, un message d'erreur, et c'est un mois de salaire suspendu. Le smartphone est devenu la clé du travail, mais ceux qui ne savent pas l'utiliser sont laissés sur le trottoir numérique. Derrière les écrans tactiles, la précarité devient silencieuse. On parle de « dématérialisation » ; il s'agit plutôt d'une déshumanisation. Le progrès technologique, lorsqu'il exclut, n'est rien d'autre qu'une sophistication du mépris.

Voir, comprendre, ne plus fuir

Face à ce désastre, l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI) a conçu un outil salutaire : un

Quatre pour cent des Français sont aujourd'hui en situation d'illettrisme. Ce n'est pas un détail administratif : c'est une faillite nationale.





Les entreprises et les agences doivent cesser de se laver les mains dans le bain tiède des bonnes intentions. Former, accompagner, adapter les outils n'est pas une faveur : c'est un devoir.

La précarité derrière les chiffres

59% des intérimaires n'ont jamais eu droit à une formation.

7% ont osé en demander une, mais on leur a claqué la porte au nez.

Et **78%** de ceux qui peinent déjà avec les compétences de base n'ont reçu aucune aide depuis deux ans.

Toujours les mêmes qu'on laisse sur le quai, pendant que le train des beaux discours file à toute allure. Former, ce n'est pas un luxe, c'est la première digue contre la précarité.

jeu de cartes immersif. Ce jeu oblige chacun à se glisser dans la peau d'une personne en situation d'illettrisme : remplir un formulaire, lire une notice, comprendre une consigne.

En quelques minutes, la gêne devient panique. L'évidence se fissure : tout ce qui semblait simple devient insurmontable. L'intelligence du cœur remplace alors la suffisance des certitudes.

Ce jeu ne distribue pas des leçons ; il rend la dignité à ceux qu'une société aveugle a méprisés.

Refuser la fatalité, combattre l'illettrisme

Pour la CGT Intérim, l'illettrisme n'est pas une fatalité : c'est une injustice, un produit direct du mépris social. Combattre l'illettrisme, c'est défendre la dignité des travailleurs. C'est garantir le droit à la formation, la sécurité sur les chantiers, la possibilité de progresser. Les entreprises et les agences doivent cesser de se laver les mains dans le bain tiède des bonnes intentions. Former, accompagner, adapter les outils n'est pas une faveur : c'est un devoir. Car chaque refus de mission, chaque fiche mal lue, chaque consigne mal comprise est un signal d'alarme. Un pays qui laisse ses travailleurs dans l'ignorance se condamne lui-même à la médiocrité. Il ne bâtit pas des usines ; il érige des murs d'exclusion.

Lire, écrire, compter : trois verbes pour exister

Savoir lire, écrire et compter : voilà la vraie devise républicaine. Avant la liberté, l'égalité et la fraternité, il y a le savoir, sans lequel tout le reste s'écroule. Mais dans la France du XXI^e siècle, la liberté se lit mal, l'égalité s'écrit avec des fautes, et la fraternité se compte en heures supplémentaires. Tant qu'un seul travailleur tremblera devant un papier qu'il ne comprend pas, la République restera une promesse non tenue. Il est temps de sortir l'illettrisme de l'ombre, d'en faire une cause nationale. Un pays qui laisse ses enfants sans mots les condamne à vivre sans voix.

Et dans cette société malade d'indifférence, il ne s'agit plus seulement d'apprendre à lire, mais d'apprendre à voir. Car la véritable honte ne se trouve pas chez celui qui ne sait pas lire, mais chez celui qui refuse d'enseigner. ●

Ça ne se recharge pas,
ça ne se met pas à jour,
c'est incassable,
ça ne craint ni le
chaud, ni le froid,
ça ne consomme pas
d'énergie,
c'est recyclable à 100 %,
c'est bon pour
vos méninges.

Ça s'appelle un livre.

| *Lisons moins d'écrans et plus de livres* |

filpac cgt

La fédération au cœur de **la lutte**
pour la défense de l'imprimé,
de la presse écrite et des **métiers**
du livre et du papier

Le Livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr

7, 8 octobre 2025

Tables rondes, débats

Comptes rendus

C'ÉTAIT LES ASSISES

PAPIER & CARTON

MONTREUIL
Bourse du travail (CGT),
Dario Georges Ségué

PHOTOS : NICOLAS FREMIOT







PHOTOS : PASCAL AUGUSTE









4^e Congrès IndustriALL

Des fractures dans la solidarité internationale

Comme tous les quatre ans, les syndicats de l'industrie se réunissent en congrès au travers de leur structure internationale commune, fondée en 2012.

PASCAL LEFÈVRE

Le repli sur soi, la désindustrialisation et son cortège de suppressions massives d'emplois, la progression des idées nationalistes dans la sphère sociale et politique amènent certains camarades à encore douter de la pertinence de ces structures mondiales et de leurs déclinaisons continentales. Non pas qu'ils soient atteints par la peste brune des mouvements d'extrême droite, mais bien sur l'effectivité et l'apport à notre action syndicale de telles organisations mondiales comme européennes. Récemment encore, des membres de notre direction fédérale se sont fait l'écho de ces doutes, bien que le sujet soit régulièrement abordé dans nos instances.

Il est donc utile de faire un état des lieux et de partager les secousses idéologiques et économiques qui bousculent le syndicalisme mondial pour mieux en appréhender les enjeux et les conséquences pour notre action syndicale et fédérale. Le syndicalisme international

n'est pas une entité politique uniforme, chaque syndicat y vient avec son histoire, la construction de ses rapports sociaux, ses luttes et ses compromis.

Des dissensions majeures sur fond de guerre
Forcément, la situation politique mondiale, les guerres et le génocide à Gaza influent sur les débats et sont sources de tensions entre délégations.

Le fossé se creuse entre les syndicats des Brics et des non-alignés et certains syndicats ayant une vision plus pro-occidentale que d'autres.

Les interventions des syndicats indiens, comme africains, ou encore espagnols, anglais et la délégation des deux fédérations CGT (la FTM et la FILPAC) concernant le génocide perpétré contre le peuple palestinien se confrontent aux syndicats pro-israéliens que sont les Japonais, les Allemands, les Nordiques mais paradoxalement pas les syndicats américains très critiques en la matière (ils vivent le trumpisme...).

Les camarades belges de la FGTB auraient bien voulu intervenir pour soutenir la cause palestinienne mais faute de règlement suffisant de cotisations, ils ont participé au congrès mondial sans droit d'intervention et avec un droit de vote limité aux seules motions gé-

rales. Là aussi, le règlement des cotisations en bonne et due forme est un élément incontournable de la démocratie syndicale ! À méditer...

Sans condamnation du génocide du peuple palestinien par l'ensemble du congrès, les appels à la paix sont malheureusement pris comme des suppléments d'âme plutôt que comme une volonté commune et acharnée des travailleurs du monde entier de mettre fin aux atrocités des guerres.

Une réponse ou des réponses à la crise du capitalisme mondial ?

L'autre sujet de débat contradictoire porte sur les ambitions d'une industrie plus vertueuse en matière environnementale et sociale.

Là encore, les approches diffèrent fondamentalement entre les réalités sociales et économiques des travailleurs, leurs conditions de travail et leurs aspirations sociales. Sans caricature aucune mais pour tenter de montrer le fossé qu'il nous faut combler pour construire de véritables solidarités entre travailleurs du monde entier : les aspirations des syndicats pakistanais, indiens, ou encore du Bangladesh tentent de faire respecter les normes issues du drame du Rana Plaza ; avec celles des Singapouriens ou des Japonais qui militent pour la généralisation de l'IA dans la robotique industrielle après celle en cours dans le tertiaire, ce n'est plus un

fossé mais un gouffre. Entre celles et ceux qui militent pour continuer à produire de l'énergie à partir des sources fossiles (les mineurs en particulier) car il en va de leurs emplois et ceux, qui comme nous, considèrent que l'énergie nucléaire dans les conditions d'exploitation cadrées par des normes sociales et sous contrôle démocratique de haut niveau est l'énergie la plus productive et la plus respectueuse de l'environnement, les affrontements sont courants. Idem pour les tenants du tout électrique pour les véhicules, quand une grande partie de la population mondiale ne se déplace pas faute de moyens, et que nous savons que la réponse aux besoins des populations ne trouvera pas de réponse dans le véhicule électrique, ni dans l'individualisation des transports. En résumé, dans ce contexte de crise structurelle permanente de la mondialisation capitaliste, les replis nationaux se multiplient au rythme des dérégulations sociales imposées par les multinationales et patronats locaux pour gagner en compétitivité et s'enrichir toujours plus.

L'absence de résistance coordonnée face à l'internationalisation de l'extrême droite

Nous ne sommes qu'au commencement des migrations de millions de personnes qui fuient les conséquences du dérèglement climatique et des guerres qui l'accompagnent. La montée des nationalismes et des replis identitaires, racistes et xénophobes est une des réponses du capitalisme à sa crise de suraccumulation et sa fuite en avant dans la destruction du vivant et de la

Le fossé se creuse entre les syndicats des Brics et des non-alignés et certains syndicats ayant une vision plus occidentale que d'autres.

planète n'est qu'une des conséquences les plus violentes. Nous avons ressenti durant le congrès ces replis pour tenter de faire face aux attaques toujours plus violentes des ultra-milliardaires contre les droits sociaux des travailleurs et de leurs familles.

Pas de texte pour condamner les barrières qui se bâtissent autour des pays occidentaux comme unique réponse aux populations qui fuient la guerre et les effets d'un réchauffement planétaire rendant la vie impossible dans des zones de la planète toujours plus importantes. Pas de texte à la mémoire de ces dizaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qui sont morts dans les eaux méditerranéennes pour tenter de rejoindre « l'Éden européen ».

L'Histoire nous enseigne que les premières internationales des travailleurs prises dans des contradictions similaires n'ont pas su ni pu empêcher la bête immonde du nazisme d'étendre son voile d'horreur sur une grande partie des populations de la planète.

Le renoncement n'est pas dans notre ADN

Concevoir une action syndicale sans dimension internationale, c'est participer à cet enfermement nationaliste dans lequel veulent nous plonger le patronat et ses appendices d'extrême droite. Comment espérer attirer les jeunes vers

le syndicalisme, alors qu'ils sont certainement la génération la plus nomade, la génération la plus connectée aux réalités planétaires, si nous affichons un syndicalisme emmuré aux frontières nationales ?

Certes, le syndicalisme international est en proie à des contradictions qui ne sont que le reflet de celles des capitalismes nationaux, mais l'unité des travailleurs est la seule voie possible pour dépasser un système qui mène la planète dans le mur et qui organise les guerres pour sa survie. Si nous chantons l'Internationale dans les congrès internationaux, il ne reste plus maintenant qu'à la bâtir réellement ! ●

CE QU'EST INDUSTRIALL

Regroupant plus de 50 millions de travailleurs dans 140 pays, IndustriALL est issu de la fusion de trois grandes fédérations la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la métallurgie (FSTM), la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses dont l'industrie papetière (ICEM), et la Fédération internationale des syndicats de travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FITTHC). Plus de 800 syndicats y sont affiliés dont la CGT au travers de certaines fédérations comme la FNME, la FTM et la Filpac.





La course dans le vide

Les changements apportés par la nouvelle directive sur les Comités d'entreprise européens n'est pas une révolution, à peine une évolution. Les salariés restent dans le flou pour le plus grand bonheur du patronat.

FRÉDÉRIC TOUBOUL

Avec la nouvelle directive publiée le 11 décembre dernier, contrairement à ce qui est parfois annoncé, on est bien loin d'une grande avancée. La victoire est modeste. D'abord parce que le droit français demeure l'un des plus protecteurs et des plus complets d'Europe. Ensuite parce que l'on a conservé la même approche qu'en 2009 : ne surtout pas heurter le camp des employeurs. Pour autant, la directive contient une ou deux avancées qu'il convient de relever.

La critique majeure adressée à la directive de 2009 tenait à l'absence totale de dispositions contraignantes, laissant la mise en œuvre aux droits nationaux. Résultat : selon les États, le fonctionnement et l'effectivité des comités d'entreprise européens variaient considérablement. La nouvelle directive reprend malheureusement les errements de la précédente. Ainsi, il est prévu qu'un « nombre suffisant de réunions » soit organisé dans le cadre du Groupe spécial de négociation (GSN), chargé de conclure l'accord de création du comité européen. Mais concrètement, que signifie « un nombre suffisant » ? L'imprécision est totale. Dans la même veine, le texte indique que « des procédures judiciaires adéquates doivent être disponibles pour permettre une application efficace des droits des travailleurs ». Là encore, la formule

est séduisante sur le papier, mais vide de contenu opérationnel. Une fois de plus, le flou du texte pose problème.

Des avancées immobilières

La nouvelle directive invite le GSN à préciser le nombre de réunions organisées en présentiel ou en distanciel, tout en indiquant que la Commission privilégie le recours au virtuel pour des raisons dites « *écologiques* ». Difficile d'y voir une avancée réelle. Le GSN reste seul chargé de négocier et, en France, le Code du travail protège déjà les élus sur ce point. L'article L.2315-4 prévoit en effet un maximum annuel de trois réunions en visioconférence en l'absence d'accord spécifique.

Le texte prévoit également que l'offre de formation doit être inscrite dans l'accord constitutif du comité. Là encore, en droit français, le droit à la formation des élus est depuis longtemps garanti dans les accords. L'apport de la directive apparaît donc, sur ce point aussi, très limité.

La nouvelle directive prétend introduire de nouvelles définitions de l'information, de la consultation et des questions transnationales. En réalité, depuis l'arrêt de la Cour d'appel de Versailles dans l'affaire Vilvoorde de 1997, la jurisprudence française est déjà très claire sur ces notions. Sur aucun de ces sujets, la directive ne constitue une avancée au regard des pratiques et du droit existants en France.

À côté de ces dispositions lacunaires, le nouveau texte soulève de vraies problématiques mais apporte des réponses largement insuffisantes. À titre d'exemple, il est affirmé que la directive garantirait un accès effectif aux procédures judiciaires et administratives. Or, dans tous les États membres, les élus peuvent déjà saisir la justice. La difficulté réside ailleurs : dans les conditions nationales de mise en œuvre. Dans certains pays, seule l'instance dans son ensemble — et non une organisation syndicale représentée — peut agir. Obtenir l'unanimité des élus peut alors s'avérer extrêmement complexe, compte tenu de pratiques syndicales nationales parfois très éloignées les unes des autres. En Irlande, par exemple, la saisine du juge n'est possible qu'après un recours préalable à un arbitre indépendant ; dans les pays nordiques, à un « *Ombudsman** ». Et dans la quasi-totalité des cas, ces procédures ne donnent pas satisfaction aux élus. La nouvelle directive ne répond pas à ces obstacles très concrets.

Un monde de flou

Qu'en est-il des sanctions en cas de violation des dispositions de la directive ? Le texte prévoit qu'elles doivent être « *efficaces, dissuasives et proportionnées* ». Sur le principe, c'est une avancée notable. Mais l'enthousiasme retombe rapidement à la lecture des nombreuses atténuations prévues : prise en compte de la gravité, de la durée, des conséquences, de la nature intentionnelle de l'infraction et du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise. À l'exception du critère du chiffre d'affaires, tous les autres sont hautement interprétables, ouvrant la voie à une application très variable.

Le texte prévoit également de garantir une

Mais face à un patronat européen offensif et à un Parlement européen peu favorable aux salariés, les avancées obtenues ne sont pas négligeables.

représentation équilibrée, avec au moins 40 % de femmes et 40 % d'hommes parmi les membres. Toutefois, le non-respect de cet objectif n'empêche en rien la création du GSN, ce qui en limite fortement la portée.

En revanche, un acquis incontestable mérite d'être souligné : désormais, dans le cadre d'une procédure de consultation, la direction devra fournir une réponse écrite et argumentée avant l'adoption de la décision portant sur les mesures envisagées.

Une autre avancée utile concerne le contentieux lié à la confidentialité. L'accès à la justice doit être garanti, avec une décision judiciaire rendue dans des délais compatibles avec le processus d'information-consultation.

Négociations obligatoires

La véritable avancée de cette directive réside toutefois ailleurs. Les accords existants reposant sur la directive de 1994 devront désormais être renégociés obligatoirement. Cette anomalie de la directive de 2009 permettait à de nombreuses entreprises, notamment en Allemagne, de continuer à bénéficier d'un cadre juridique bien moins favorable aux droits des comités d'entreprise européens et de leurs élus.

En conclusion, la nouvelle directive ne constitue certainement pas une grande victoire. Mais face à un patronat européen offensif et à un Parlement européen peu favorable aux salariés, les avancées obtenues ne sont pas négligeables. Reste désormais à attendre les transpositions nationales pour savoir si l'Europe parviendra enfin à un minimum de cohérence sociale ou si, comme aujourd'hui, chaque État continuera à jouer la course au moins-disant social. Protéger les dividendes plutôt que de défendre ceux qui produisent la richesse. Les priorités européennes demeurent aux antipodes des aspirations citoyennes. ●

*Ombudsman (terme suédois), souvent désigné en français comme « médiateur », « défenseur » ou « protecteur ». Son champ de compétences porte sur des différends de type administratif dans les secteurs public ou privé.

“Le papier, il n’y a que des bons côtés”

Quand c’est intelligent, la Filpac en parle... Le groupement des métiers de l’impression (GMI) lance une nouvelle campagne de sensibilisation pour la lecture sur papier : « *Cinq scènes du quotidien et un slogan : le GMI déploie ses visuels sur les réseaux sociaux et dans l’espace public, du métro aux gares SNCF pour mettre en avant le registre émotionnel du papier.* »



LA RÉDACTION / ARTICLE PARU SUR GRAPHILINE
(L'ACTUALITÉS DES INDUSTRIES GRAPHIQUES) 29/01/26

Après une première édition en 2025, la campagne nationale de promotion du papier revient. Lancée par le Groupement des métiers de l’impression et de la communication (GMI) avec le soutien de la filière graphique, cette campagne d’affichage s’étendra tout au long de l’année 2026.

Pour cette nouvelle édition, le GMI a fait le choix d’un positionnement centré sur l’émotion et l’expérience humaine. « *Du premier mot griffonné sur une feuille blanche aux souvenirs précieusement conservés dans un carnet, le papier accompagne chacun de nous, à chaque étape de la vie* », explique l’organisation professionnelle.

La campagne comprend cinq visuels, illustrant ces moments du quotidien, avec en message : « *Le papier,*

il n’y a que des bons côtés. »

Ces visuels seront diffusés en ligne sur LinkedIn en ciblant les PME, directions, collectivités et autres professionnels, sur Facebook pour toucher les 35-65 ans et sur Instagram pour atteindre les 25-45 ans. Ils seront aussi visibles en DOOH, sur les écrans animés de centres commerciaux et de gares SNCF et en affichage traditionnel dans le métro, RER et dans les bus des grandes métropoles.

Le GMI a souhaité un ciblage large pour ce dispositif pensé pour présenter une vision « *globale, actuelle et documentée* » de l’industrie de ce « *support simple, humain, fidèle, qui accompagne les gestes les plus ordinaires comme les moments les plus précieux* ». L’idée est de rappeler, par l’image, ce que le papier permet en termes de manipulation, de texture, de rapport au temps et de mémorisation.

Le GMI rappelle qu’une première campagne avait été menée en 2025, présentée comme pédagogique, pour répondre à « *quatre idées reçues* » sur le papier. Cette première édition a été notamment affichée 17 millions de fois sur les réseaux sociaux et les écrans publicitaires et 6,7 millions de Français ont été sensibilisés selon le groupement. ●



Retour du congrès de l'UGICT CGT à Metz

Votre UFICT ILPAC (des industries du Livre, du Papier et des Activités de communication) a participé au XX^e congrès de l'UGICT à Metz, en novembre 2025. Constituée d'une délégation forte de 4 titulaires et 2 observateurs – dont le tiers était primo congressiste, volonté de construire l'avenir – c'était pour notre UFICT (depuis son congrès de Toulouse 2024 marquant l'intégration des activités des industries du papier et du cartonnage) la première sortie officielle, et l'occasion de présenter au congrès notre analyse des temps difficiles qui frappent nos secteurs, ainsi que les craintes qui planent sur nous tous, avec la montée du populisme et de l'extrême droite sur tous les continents, de la mainmise des barons du capitalisme sur les vecteurs de l'information, de l'édition, de la liberté d'opinion : en un mot, du risque sur la démocratie et nos libertés.

UFICT - ILPAC

Le XX^e congrès de l'UGICT se conclut sur un grand succès. Les ingés, cadres et techs de la CGT, réunis, ont débattu avec conviction de différents sujets, dont l'intérêt d'un syndicalisme spécifique pour la CGT. À l'heure où 51 % du salariat en France est constitué par les ICTAM, cette population se révèle indispensable pour lutter contre un ultracapitalisme décomplexé. À Metz, le congrès en est convenu. Pour renforcer notre efficacité et répondre au plus près des attentes des ICTAM – une population soucieuse du monde dans lequel elle vit – la CGT doit renforcer son organisation spécifique.

Les projets guerriers pour paupériser les travailleurs

Le congrès a également réaffirmé son soutien sans faille aux militantes et aux militants victimes de répression antisyn-

cale. Dans un monde où les discours nauséabonds de projets guerriers servent de paravent pour paupériser les travailleurs en baissant les moyens alloués aux services publics ou au financement de la sécurité sociale, le congrès revendique la coopération des peuples pour construire un monde de paix.

Les travaux du congrès ont également porté sur l'exigence forte de réindustrialiser la France pour relocaliser une production durable et garantir des conditions sociales et des salaires décents, la reconnaissance de nos qualifications et une empreinte écologique maîtrisée.

L'IA un outil, pas une arme

Enfin, le congrès n'a pas fait l'impasse sur la transformation des conditions de travail, la transformation numérique de nos activités, l'essor de l'intelligence artificielle (IA) et surtout de l'intelligence artificielle générative (IAG) dans nos entreprises, ainsi que sur le télétravail qui rend poreuse la frontière entre notre univers de travail et notre univers domestique. « Pas question que l'IA devienne un instrument de déqualification ou de suppression d'emplois, et encore moins qu'elle se déploie en exploitant des salarié.es précarisé.es : elle doit servir

à réduire le temps et la charge de travail, à améliorer les salaires par un partage plus juste des richesses. L'IAG doit respecter les femmes et les hommes qui l'alimentent. » Caroline Blanchot, SG UGICT CGT, réélue lors du congrès. De fait, le congrès exige un cadre démocratique de la mise en place et de l'usage de l'IAG.

Voilà, le congrès a surtout débattu des violences subies au nom du capitalisme. La planète meurt sous le dogme du profit à court terme, du profit à tout prix. Ce prix, c'est la violence envers notre planète et la biodiversité, mettant en danger immédiat de nombreuses populations à travers le monde. Ce prix, c'est aussi la violence envers nous, à titre privé et au sein de nos emplois.

« Rien n'est écrit d'avance. Tout est à nous »

Alors, le congrès de l'UGICT a voté un appel au monde du travail qui reprend l'ensemble de nos exigences, que ce soit sur l'abrogation de la réforme des retraites ou la reconnaissance de la pénibilité de nos métiers. En effet, les débats ont mis en lumière l'urgence de protéger notre santé physique et mentale. Pour terminer, notre camarade Richard Ciet, SG UFICT FILPAC CGT, a été élu à la commission exécutive de l'UGICT, permettant une visibilité renforcée de nos branches.

Caroline Blanchot conclut : « Rien n'est écrit d'avance. Tout est à nous. Travaillons au futur, résistons, et construisons dès aujourd'hui le monde émancipateur que nous voulons pour 2050. »

Discours de Richard Ciet SG UFICT ILPAC

Camarades, il y a un an, à Toulouse, nous avons décidé de remettre l'UFICT Livre-Communication en mouvement, parce que l'activité spécifique des ICTAM avait été reléguée au second plan, alors même que nos métiers de l'édition, de la presse, de la communication, du papier-carton étaient parmi les plus exposés aux transformations les plus brutales du travail. Cette reconstruction s'est incarnée dans un choix symbolique et politique : notre changement de nom, en plus de la mise en place d'une nouvelle équipe de travail. Un changement qui est l'aboutissement d'une volonté portée de longue date par nos anciens dirigeants, soucieux de rassembler pleinement les camarades du papier au sein de notre activité spécifique. Ainsi, notre UFICT Livre et Communication est devenue l'UFICT ILPAC. Nous avons engagé cette reconstruction avec des moyens modestes car aucun d'entre nous n'est détaché.

Une intégration réussie

Chaque avancée, nous l'avons réalisée sur notre temps, avec notre énergie et notre détermination, et nous poursuivons pour redonner à l'UFICT une place centrale au sein de la Filpac, intégrer pleinement les ICTAM du papier-carton. Un an plus tard, les faits nous donnent raison. Nos secteurs traversent une période d'une brutalité rare. Avec Milee, nous avons assisté, selon les organisations syndicales et la presse nationale, à l'une des plus grandes catastrophes sociales de ces quarante dernières années. À Stenay, une papeterie stratégique a été mise en liquidation moins d'un an après son

rachat, plongeant des dizaines de familles dans une incertitude totale. Avec Coop Breizh, maison d'édition et symbole culturel breton, la liquidation prononcée en juin 2025 a révélé de manière implacable la fragilisation croissante du secteur culturel. Et aujourd'hui, chez Lecas Industries, des salariés sont privés de salaires depuis des mois, sans ressources, alors que la procédure de liquidation se déroule dans un chaos et une irresponsabilité inacceptables.

L'extrême droite ne conquiert jamais seule le pouvoir

Pendant que nos métiers se délitent, les milliardaires renforcent leur emprise sur l'information : des groupes toujours plus vastes, toujours plus intégrés, détenus par des fortunes qui échappent à l'impôt pendant que les salariés financent l'État social. Et ce pouvoir ne concerne pas seulement la presse : plusieurs d'entre eux investissent dans l'édition, élargissant leur influence culturelle et leur contrôle sur la chaîne du livre. Et l'histoire nous avertit : c'est maintenant qu'il faut être vigilants, comme le rappelle Johann Chapoutot dans *Les Irresponsables*, l'extrême droite ne conquiert jamais seule le pouvoir : elle y est portée par l'extrême centre, par ceux qui se disent « modérés » mais s'allient aux forces réactionnaires pour préserver leurs intérêts. En 1933, l'Allemagne a basculé parce qu'un pouvoir libéral-autoritaire a choisi l'extrême droite pour briser le mouvement social, affaiblir les syndicats et servir les industriels, avec l'appui d'un grand propriétaire de médias, Alfred Hugenberg. Aujourd'hui, quand des milliardaires rachètent journaux et maisons d'édition, structurent l'opinion et influencent la vie politique tout en échappant massivement à l'impôt, comment ne pas entendre l'écho de 1933 ?

La concentration médiatique et la montée de l'extrême droite ne sont pas deux courbes séparées : ce sont deux dynamiques qui se nourrissent l'une l'autre. Cela est d'autant plus vrai que, dans nos métiers de la presse, de l'édition, chez les correcteurs, ainsi que dans nos studios, les transformations s'accroissent à une vitesse inédite : l'IA générative s'impose sans débat collectif, les réorganisations se multiplient, la précarité progresse, les charges de travail explosent, le sens du travail se délite, les qualifications s'effacent, et les équipes techniques comme encadrantes sont fragilisées.

Tout peut basculer

Alors dans cette continuité, nous devons penser l'IA comme un outil socialisé, au service du travail et non comme une arme patronale destinée à contourner les qualifications et à faire disparaître les métiers. C'est ce que nous avons identifié ensemble à Toulouse, et c'est ce que confirme le projet de document d'orientation de notre congrès à Metz. Les ICTAM y apparaissent clairement en première ligne : pris dans des injonctions contradictoires, confrontés à des restructurations permanentes et sommés d'absorber la dégradation continue des conditions de travail. L'UGICT nous appelle à être présents partout. C'est ce que porte également notre UFICT. Aujourd'hui, à Metz, c'est une UFICT renforcée, forte de six membres de son bureau présents ici, qui s'exprime devant vous. Nous arrivons dans un moment où tout peut basculer. Soit nous laissons les milliardaires, les GAFAM, les directions d'entreprise et les gouvernements décider seuls de l'avenir du travail, soit nous reprenons la main. Nous avons remis notre UFICT en marche à Toulouse. Nous l'avons renforcée tout au long de l'année. Nous la consolidons aujourd'hui, ici à Metz. Et je vous le dis avec conviction : ensemble, nous allons poursuivre, amplifier et gagner.

Merci mes camarades. ●

Savoir s'adapter aujourd'hui, c'est le meilleur moyen d'être encore là demain



La prévoyance, la santé, la retraite, le développement de l'épargne, la protection des proches, ce sont nos sujets, au quotidien, depuis plus de 100 ans. Au fil des années, nous avons développé une compétence particulière : la protection des personnes et de leurs proches tout au long de la vie.

Pour servir les intérêts de nos assurés dans la durée, nous nous adaptons à notre environnement et aux évolutions économiques, sociales, technologiques et réglementaires.

Société de personnes, non cotée en bourse et dirigée par ses assurés, AG2R LA MONDIALE s'adapte sans cesse pour les accompagner sur le très long terme.

www.ag2rlamondiale.fr

GIE AG2R - GIE agissant pour le compte d'institutions de retraite complémentaire Agirc-Arrco, d'institutions de prévoyance, de mutuelles, d'union de mutuelles et de société d'assurances
Membre d'AG2R LA MONDIALE - 14-16, boulevard Malesherbes 75008 Paris - 801 947 052 RCS Paris - 00009459-240925-01 - Crédit photo : Gettyimages



AG2R LA MONDIALE

Prendre la main
sur demain

Épargne
Retraite
Santé
Prévoyance

LES PATRONS, PREMIERS SOUTIENS DE L'EXTRÊME DROITE

Dans son livre *Collaborations*, le journaliste, auteur et encarté au SNJ CGT Laurent Mauduit explore les liens entre le patronat et l'extrême droite. Entre connivences idéologiques et partage d'intérêts, notre époque trouve un écho dans les zones sombres de l'histoire.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY

impac : Johan Chapoutot, dans son livre *Les irresponsables*, décrit comment le patronat et la bourgeoisie allemande se sont mis au service d'Hitler. Dans votre ouvrage, on change de pays et d'époque, mais la logique reste la même. Les patrons français ont-ils lu les livres d'histoire ?

Laurent Mauduit : La France a toujours eu du mal à regarder son passé. C'est terrible. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne qui, dès la fin de l'époque nazie, essaie de tourner la page en regardant en face les abominations menées par le régime d'Hitler. La France a, par exemple, de grandes difficultés à regarder son passé colonial, comme les abominations commises au XIX^e et au XX^e siècle en Algérie. C'est la même difficulté avec le régime de Vichy. Le patronat n'en parle jamais.

Dans le livre, je raconte quelques anecdotes terribles, qui ont valeur de symbole. Gaston Gallimard, grand éditeur français, écrit au Commissariat aux questions juives, après avoir appris les expropriations de biens juifs et compris que Calmann-Lévy est exproprié. Il explique vouloir racheter cette maison d'édition en précisant : « *Nous vous donnons l'assurance que nous sommes un groupe aryen avec des capitaux aryens.* » Des histoires de ce type, on en trouve à foison.

Les grands patrons n'ont pas lu les livres d'histoire. Le plus souvent, ils essaient de passer le balai en faisant semblant de croire qu'il ne s'est rien passé. Je raconte aussi que l'un des présidents d'une fédération importante du patronat dans les années 60 est un ancien Waffen-SS. Il était chef d'un groupe dans lequel on

trouvait, entre autres, Pierre Bousquet. Il existe une sorte d'amnésie française, et singulièrement une amnésie patronale.

Comment expliquez-vous cette amnésie ?

Les personnes condamnées pour collaboration après la guerre, pour avoir assisté le régime nazi, sont soit des politiques, soit des figures connues comme des écrivains. Chez les patrons, un seul est condamné : Louis Renault, ce qui conduit à la nationalisation avec la création de la Régie Renault.

Le grand historien américain Robert Paxton explique, et c'est très intéressant, que Louis Renault meurt très vite. S'il n'était pas mort, il est assez vraisemblable que Renault aurait été rendu à la famille, comme cela a été fait pour Berliet. Pourquoi ? Parce qu'on oublie ce qu'ont fait les patrons pour que l'économie redémarre. C'est une amnésie volontaire à l'époque.

Or, toute la séquence patronale, depuis 1936, avec la haine du Front populaire qui entraîne une grande partie du patronat vers la droite, puis vers l'extrême droite, et ensuite vers la collaboration, constitue une page très honteuse de l'histoire patronale.

La volonté de réconciliation nationale après les purges a-t-elle pu conduire à cette amnésie sélective ?

Oui, sûrement. Pour que la concorde revienne, il faut que les faits soient établis et que les principaux coupables soient sanctionnés. Or, dans l'exemple patronal, ce n'est pas le cas. Si l'on regarde l'organisation patronale dans les années suivantes, notamment dans les années 60, les hiérarques du patronat sont des ultra-réactionnaires. La plupart sont monarchistes. Le pays est reconstruit avec un patronat qui n'a pas fondamentalement changé par rapport aux décennies précédentes.

ORATION

Louis Renault présentant la Juva 4 à Hitler et Goering en 1937 lors d'un salon international à Berlin.

« Le patronat expliquait que le programme du Nouveau Front populaire l'inquiétait bien davantage que celui de l'extrême droite. »

Laurent Mauduit



La démocratie et l'État de droit gênent les grandes fortunes. Les génuflexions devant l'extrême droite indiquent-elles la fin du libéralisme ?

Collectivement, les citoyens n'ont pas été assez vigilants sur ce qui s'est passé dans les années 2008-2010. Nous vivons un virage historique du capitalisme. À cette période, le néolibéralisme entre en crise. Nous connaissons ses méfaits, notamment les phases de dérégulation fiscale, monétaire et surtout sociale.

Au moment de la crise financière, beaucoup, dans les milieux financiers, pas seulement en France, commencent à considérer que le capitalisme néolibéral ne permet plus d'obtenir des taux de rentabilité suffisants ni d'accumuler assez de capital. La réflexion se porte alors vers un capitalisme encore plus dérégulé. Certains en viennent à estimer que les idéaux de démocratie et d'État de droit sont un frein à un capitalisme très profitable.

C'est l'émergence de ce courant qu'on appelle libertarien, avec une conception très particulière de la liberté, qu'ils veulent totale. Or le principe même de la liberté suppose des dispositifs pour sanctionner les abus

« MAIS QUE REPROCHE-T-ON AUX NAZIS ? »

qu'elle engendre. Prenez la liberté de la presse : la loi progressiste de 1881 proclame la liberté, mais prévoit aussi des limites. L'article 1 dit que l'imprimerie et la librairie sont libres. Les articles suivants énoncent les sanctions en cas d'abus : injure, diffamation, racisme, antisémitisme.

Mais à partir de 2010, certains ne veulent plus de règles du tout. Je cite dans le livre, parmi les hommes d'affaires proches de Trump, Elon Musk, l'homme au salut nazi, le jour de l'investiture de Trump, et son associé Peter Thiel, fondateur de PayPal. Ce dernier écrit il y a vingt ans : « *Je suis arrivé à la conclusion que la liberté n'est plus compatible avec la démocratie.* » Il s'inspire alors du blogueur californien Curtis Yarvin, qui se demandait à la même époque : « *Mais que reproche-t-on aux nazis ?* »

Il existe une généalogie intellectuelle qui conduit jusqu'au salut nazi d'Elon Musk. Ce geste n'est pas celui d'un fou isolé, mais l'aboutissement d'un courant ultra-réactionnaire qui rêve d'un capitalisme sans démocratie. C'est ce que l'on commence à voir aux États-Unis, avec une onde de choc en France. C'est une troisième phase du capitalisme d'après-guerre : après celui des Trente Glorieuses, puis le capitalisme néolibéral, nous voyons émerger un capitalisme libertarien qui voudrait s'exonérer des règles démocratiques. Voilà le danger réel : une partie du grand patronat est fascinée par ces évolutions américaines et ce nouveau modèle.

Jusqu'à présent, la digue entre l'extrême droite et les milieux d'affaires semblait tenir, notamment en raison du manque de crédibilité de l'extrême droite. Comment a-t-elle réussi à séduire les milieux d'affaires, jusque dans la tech ?

Un double mouvement s'est opéré ces dernières années. D'une part, au sein du patronat, il existe des courants différents. On y trouve de véritables fascistes. Certains sont favorables à l'extrême droite sans souhaiter l'afficher ouvertement. Et puis il y a les « marais ». Le trait d'union, assez nouveau, entre ces groupes, c'est la détestation de la gauche, la haine de la gauche, mais aussi la peur de la gauche. C'est une forme de radicalisation anti-gauche. On l'a bien vu lors des législatives de 2024 : le patronat expliquait que le programme du Nouveau Front populaire l'inquiétait bien davantage que celui de l'extrême droite.

À ce mouvement s'ajoute une évolution du côté de l'extrême droite. Ce n'est pas que ses convictions aient changé, mais, par calcul, elle a adopté comme

on dit dans les milieux patronaux une posture « pro-business ». Si l'on observe attentivement la communication de Bardella, on voit qu'il fait la cour aux patrons. Les séquences politiques récentes sont révélatrices. Dans le débat sur la taxe Zucman, Bardella a complètement laissé tomber le masque : il s'est clairement placé du côté des très grandes fortunes, alors qu'il essaie habituellement de louvoyer. Là, c'était net.

Les deux commandements du patronat sont d'être pro-business et pro-Europe. L'extrême droite fait semblant d'obéir à ces deux injonctions. Dès lors, la connexion peut s'opérer.

D'après vous, les grands patrons qui s'acoquinent avec l'extrême droite le font par conviction ou de peur d'insulter l'avenir ?

Au sein du patronat, il existe de vieux courants réactionnaires qui ne s'affichent pas. Je le raconte dans le livre, notamment à propos d'Ambroise Roux, président de l'Association française des entreprises privées : il était monarchiste. On trouve beaucoup de profils de ce type. Mais autrefois, ils ne s'affichaient pas.

Nous revivons, en réalité, ce que la France a connu sous le Front populaire. Pour eux, la gauche représente un danger. Il y a encore vingt ans, on trouvait des patrons qui se disaient de gauche, une gauche particulière, influencée par le saint-simonisme, ou par des courants proches de la CFDT. Mitterrand recevait, parmi ses « visiteurs du soir », quelques patrons. Aujourd'hui, ce n'est plus du tout le cas.

Il existe une radicalisation dont le mot d'ordre est : « *Pas la gauche.* » Comme on entendait avant la Seconde Guerre mondiale : « *Plutôt Hitler que le Front populaire.* » Beaucoup de patrons ne se disent pas d'extrême droite, mais adhèrent à ce raisonnement : mieux vaut le pis-aller de l'extrême droite que le danger de la gauche.

« Une radicalisation dont le mot d'ordre est : « pas la gauche. »

Pourtant, si l'on regarde le programme de la gauche aux législatives de 2024, est-il radical ?

Honnêtement, le programme de 1981 était bien plus radical que celui du Nouveau Front populaire. Il n'y a même pas de nationalisations. Sur le terrain fiscal, la taxe Zucman relève d'un réformisme de gauche classique. Il ne faut pas oublier qu'aux États-Unis, le taux marginal de l'impôt sur le revenu a longtemps été proche de 90 %, des années 1930 jusqu'au début des années 1980. Aujourd'hui, les patrons ne veulent plus rien céder sur l'impôt. Or, d'après Éric Lombard, ancien ministre des Finances, plusieurs milliers d'ultra-riches avaient un revenu fiscal de référence égal à zéro. Ce radicalisme patronal dit quelque chose de notre époque.

Justement, qu'est-ce que cela signifie, selon vous ?

L'extrême droite n'accède jamais au pouvoir sans l'appui et le consentement des milieux d'affaires. Ce

fut le cas en Italie en 1922 avec Mussolini : les milieux d'affaires italiens passent dès 1915 de son côté. C'est le même schéma en Allemagne ou au Chili avec Pinochet. En France, nous sommes dans une période où la jonction est en train de s'opérer. Même si le patronat n'est pas homogène, on sent que nous vivons un moment charnière. Le danger, soudain, se rapproche.

Quasiment aucun patron n'a souhaité vous répondre. Sont-ils gênés que leurs accointances soient mises en lumière ?

Il y a d'abord eu une évolution spectaculaire durant les années néolibérales. Dans les années 80, quand j'étais jeune journaliste, certains patrons s'affichaient chiraquiens, d'autres proches de Mitterrand. Mais, au milieu des années 80, l'arrivée du néolibéralisme, accompagnée de la montée en puissance des fonds de pension au sein du CAC 40, a converti le capitalisme français. Les grandes entreprises ont copié les règles de gouvernance anglo-saxonnes.

Je l'ai vécu comme journaliste : tous les grands patrons se sont mis à répéter comme des perroquets ce que les marchés financiers attendaient d'eux. Progressivement, les discours sont devenus identiques. Je le savais, mais mon enquête me l'a confirmé.

À part quelques dirigeants du secteur public comme Philippe Wahl à La Poste, rocardien assumé, ou l'ancien patron du Crédit Mutuel, Nicolas Théry, je ne connais plus, dans le privé, de voix dissonantes. Le seul que j'aie trouvé, malgré mes efforts, est Ross McInnes, président du conseil d'administration de Safran. Il m'a dit : « *Je suis libéral en économie, et très attaché à la démocratie. Si je devais choisir entre mes convictions libérales et mes convictions démocratiques, ces dernières l'emporteraient.* » Il m'a aussi précisé avoir voté pour le Nouveau Front populaire. C'est une espèce rare. Peut-être en existe-t-il d'autres, mais je ne les ai pas trouvées, malgré quarante ans passés à arpenter les arcanes parfois sombres du capitalisme parisien.

Les grands patrons, comme Bolloré, ont une fringale médiatique. Pourquoi l'État ne fait rien pour arrêter la concentration des médias qui favorise aussi la diffusion des idées d'extrême droite ?

C'est terrible : il y a une responsabilité des pouvoirs publics, et notamment du gendarme du secteur, l'Arcom, qui ne fait rien et tolère tout. C'est clairement établi et nous l'observons depuis plusieurs mois. Le législateur est également responsable. Nous assistons à l'émergence d'un groupe de presse néofasciste. Il propage la haine, la xénophobie, le racisme et l'islamophobie. Les chaînes dont dispose Bolloré bénéficient d'une fréquence : c'est un bien public. La puissance publique devrait intervenir. Dans un récent article dans *Mediapart*, je reprends l'histoire assez longue du manque de régulation des médias depuis la Libération. Au moment de cette dernière, il y a des réformes pour fonder une presse libre et démocratique, mais sans loi anticoncentration à la fin de la guerre. La loi Bichet garantit la liberté de la diffusion. On trouve des dispositions pour que les actionnaires des journaux soient connus. La première grande loi anticoncentration est passée sous la gauche en 1984. Elle est détricotée par



ERSAL-HACHETTE

« Bardella, Zemmour, de Villiers... Je sais qu'ils vont se vendre » : les magasins Relay, détenus par Bolloré, armes de distribution massive d'auteurs d'extrême droite

Les essais à droite et à l'extrême droite semblent envahir les présentoirs des 450 boutiques Relay de France. Ce qui nourrit des soupçons de choix idéologiques. Le milieu de l'édition y voit plutôt une logique commerciale et le reflet d'une appétence pour les ouvrages de la sphère conservatrice.

fine, justifier la concentration, notamment menée par Bolloré. Les professions de la presse défendent-elles réellement l'idée d'une information libre et indépendante ?

Si je me penche sur le patronat pour comprendre la montée de l'extrême droite, c'est parce que je pense que ce lien est décisif.

Mais si nous établissons l'inventaire des responsabilités, elles sont nombreuses. La gauche, pendant trente ans qu'elle était au pouvoir, a conduit des politiques d'austérité au point de désespérer son électorat. La droite républicaine, très souvent a cessé de l'être à force de puiser son inspiration dans les programmes de l'extrême droite. De son côté, la presse devrait faire son examen de conscience. Quand j'étais au *Monde*, et ensuite à *Mediapart*, j'ai toujours appliqué, comme journaliste, une règle déontologique simple, claire et nette : l'extrême droite est un objet d'enquête et pas un objet de débat. Il y a eu un basculement dans les médias. Résultat : pour beaucoup, inviter Marine Le Pen ou Bardella, ça amène de bons clients et ça fait de l'audience. Progressivement, toutes les règles déontologiques ont sauté. La presse privée, mais aussi l'audiovisuel public, ont une part de responsabilité. Le début de la carrière de Zemmour s'est fait au sein de France 2. Même condamné pour incitation à la haine religieuse, dès qu'il faisait un livre, il était systématiquement l'invité du grand débat de France Inter le matin. On constate des effets de porosité entre une presse de plus en plus aspirée par l'extrême droite et le secteur public, qui n'a pas su résister.

Exemple très concret : quand Sophie de Menthon a déposé plainte contre Sophie Binet, elle a surtout fait un coup de com. Pourquoi, d'après vous, tous les médias, et France Inter notamment, ont-ils relayé cette non-information ?

C'est catastrophique. Il y a tellement d'exemples comme celui-là. Le journalisme, c'est être au service des citoyens. Il devrait avoir comme fonction, et unique fonction, de révéler des faits d'intérêt public pour éclairer les citoyens, à commencer par ceux qu'on veut leur cacher. Quand on regarde le travail fait par *Mediapart* pour révéler l'un des plus grands scandales

la droite en 1986. Ensuite, on ne trouve que de petits changements. Mais grosso modo, on vit sous le régime de 1986.

Dans les années 70-80, on connaît la concentration sous la forme du groupe Hersant. C'est le papivore : plus il mange de journaux, plus la liberté de la presse se réduit. C'est une concentration horizontale. Aujourd'hui, avec Bolloré, c'est autre chose. La concentration est horizontale, en achetant plein de médias, mais elle est également verticale. On trouve Vivendi dans la communication, Havas dans la publicité, l'institut de sondage CSA, Hachette pour l'édition. La loi ne traite pas ces conflits d'intérêts. Je trouve que l'agressivité de ce groupe, de ce conglomérat, devrait être une invitation à repenser les critères anticoncentration. Je pose la question : est-il légitime qu'un même groupe contrôle des médias et soit en même temps l'actionnaire principal d'un géant de la publicité ? Un même groupe peut-il être un acteur des médias et de l'édition ? Il pèse à la fois sur l'information, et sur la culture et l'opinion. Est-il normal qu'un même groupe détienne un institut de sondage et des médias ? Il se sert des deux en même temps pour faire la promotion de Bardella. La loi devrait interdire tout ça. Si un gouvernement progressiste prenait ces mesures-là, il ne faudrait pas que Bolloré passe à travers au motif que le groupe est déjà constitué... Il faut ouvrir le débat en France sur le démantèlement du groupe Bolloré. Aux États-Unis, il y a un débat sur le démantèlement de Google, porté par des démocrates progressistes. En France, nous devons nous poser la même question. Ne l'a-t-on pas laissé construire un groupe immensément puissant qui génère beaucoup de conflits d'intérêts ?

Pendant les États généraux de l'information, une formule mathématique obscure était sortie pour, in



NICOLAS SARKOZY EN PRISON

Quelles seront ses conditions de détention

JUGE MENACÉE DE MORT



de la République sur ces cinquante dernières années, avec le financement de la campagne de Sarkozy par le régime terroriste de Kadhafi ; quand on regarde la condamnation de Sarkozy, tous les plateaux de télévision se sont transformés en comités de soutien à Sarkozy... Plus personne n'a pensé que, s'il y avait des victimes, c'étaient les familles du DC-9, qui fait 170 morts. C'est affreux, car ce sont les logiques d'intérêt public et général qui disparaissent, face à une presse qui est, trop souvent, à la traîne de l'extrême droite.

Comment les journalistes peuvent-ils résister quand il y a de moins en moins d'espace pour s'exprimer, pour éclairer les citoyens ?

Bonne nouvelle, tout de même : il y a vingt ou trente ans, avant Internet, pour créer un journal, il fallait avoir un mécène. Il est vrai qu'aujourd'hui, le verrouillage de la presse est sans précédent, tout comme l'émergence d'une presse d'extrême droite. Mais, malgré tout, avec Internet, on constate un bouillonnement démocratique, avec beaucoup de jeunes médias qui essaient, dans des modèles parfois différents, de trouver une logique de refondation d'une presse libre et démocratique. Le syndicalisme dans le journalisme reste un pôle de résistance très puissant. Les sociétés de journalistes disent aussi quelque chose de la résistance de la profession. L'époque est sombre, mais il existe des points d'appui. Le principal réside dans l'opinion. Je le vois quand je fais des débats : l'attachement des citoyens à une presse libre est réel. Je vais peut-être sembler immodeste, mais si je parle de ma maison, *Mediapart*, le fait d'être parvenu à créer un journal très rentable, c'est une bonne nouvelle pour *Mediapart*, mais aussi pour tout le monde. Quand vous faites un journal libre et indépendant, les citoyens sont au rendez-vous pour l'acheter. La publicité, un peu arrogante, de *Mediapart* « *Seuls nos lecteurs peuvent nous acheter* » vaut aussi pour d'autres médias.

Les libertariens dans le monde ont réussi une internationale fasciste en développant un nouvel impérialisme tout en accélérant les fondations d'un fascisme national. Comment est-il possible de retrouver la raison ?

Retrouver la raison, c'est en rester aux fondamentaux

« Quand vous faites un journal libre et indépendant, les citoyens sont au rendez-vous pour l'acheter. »

de ce qui fonde la démocratie, d'une vie en commun et des valeurs qui la fondent. Nous avons tous en mémoire les fondements de notre République : la liberté, l'égalité et la fraternité. C'est valable pour notre démocratie, mais pas seulement. Ces mêmes valeurs ont fondé la démocratie américaine. La Déclaration des droits de l'homme, c'est 1789, mais la Déclaration des droits aux États-Unis, c'est 1791. Il faut bien garder en tête ces valeurs-là. Il ne faut pas désespérer de l'Amérique, car c'est elle qui a accompagné la France dans la fondation de notre démocratie. L'enjeu, aujourd'hui, c'est faire front. C'est la seule réserve que j'ai vis-à-vis de l'historien Johann Chapoutot. Je trouve son livre absolument formidable (*Les Irresponsables : Qui a porté Hitler au pouvoir ?*), car il montre bien la mécanique à l'œuvre en Allemagne fin 1932 et début 1933. C'est exactement la même que nous vivons aujourd'hui. C'est l'extrême centre qui, dans un cas comme dans l'autre, essaie de garder la main quels que soient ses échecs. À l'époque, il y a deux dissolutions ratées, un magnat de la presse contrôle tout... Je rajoute juste que, dans le paysage, il omet une chose : la comparaison de la situation de la gauche en Allemagne à l'époque et celle d'aujourd'hui en France. À l'époque, en Allemagne, on peut accabler les deux partis de gauche, les socialistes comme les communistes. Les dirigeants socialistes ont du sang sur les mains en faisant assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Le parti communiste allemand, c'est une histoire abominable. En 1932 et 1933, en obéissant aux ordres de Staline, ils ont considéré que l'ennemi immédiat, ce n'était pas la droite et les nazis, mais les socialistes, baptisés les socio-fascistes. Hitler ne prend pas le pouvoir : on le lui donne, sans que la gauche ne bouge. Il ne se passe rien.

Or, je suis très frappé, aujourd'hui, par la situation en France. Chacun a son regard sur les différentes forces composant la gauche. En ce qui me concerne, je juge avec beaucoup de sévérité ce qu'ont fait les socialistes depuis un an, contribuant à accorder un sursis à Macron. Mais, en même temps, ce ne sont pas mes ennemis. Je sais qu'il faut, à tout prix, un front commun de toutes les forces, sans quoi l'extrême droite arrivera au pouvoir. Il faut bien garder ces valeurs démocratiques en tête. L'unité contre l'extrême droite est une nécessité. On sent bien cette aspiration dans l'opinion : dès qu'on appelle à une manifestation contre l'extrême droite, il y a beaucoup de monde dans la rue. Il y a plein de collectifs de jeunes, les manifs en bateau devant le château de Bolloré en Bretagne. Il y a une disponibilité citoyenne au combat contre l'extrême droite. Il ne faut pas que les querelles politiques de second rang ruinent cette aspiration à l'unité contre l'extrême droite.

L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir n'est pas inéluctable tant que nous faisons front en restant unis ?
Exactement. C'est là, me semble-t-il, l'urgence. ●

LES SPÉCIALISTES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



**40 ANS
D'EXPÉRIENCE**

auprès des CSE.
Spécialiste des Organisations Syndicales,
présent auprès de plus
de 40 Fédérations,
UD, UL et Comités Régionaux.

- . Expertises Comptables
- . Formations
- . Commissariat aux comptes

**40 EXPERTS
QUI VOUS SONT PROCHES**

co·E·co

CONTACT : 53 - 55, avenue d'Italie CS 60453
80094 AMIENS CEDEX 3 - Tél. : 03 22 53 27 47 - Fax : 03 22 53 27 49
Siège social : 11, rue des Immeubles Industriels CS 41132 75543 PARIS CEDEX 11
Tél. : 01 43 73 90 79 Fax : 01 43 73 92 52
Site : www.coexco.com



Un passé qui nous menace

ANNE DUVIVIER



Johann Chapoutot n'est pas un universitaire comme les autres. Si ses livres se fondent comme ceux de ses pairs sur un socle de connaissances et de lectures d'une impressionnante qualité, ils s'en distinguent par un style qui rend leur lecture aussi passionnante qu'un roman : rythmé, émaillé de portraits de personnages qui sont autant de moments délectables, formules percutantes et engagement assumé.

L'entrée en matière donne le ton :

« [...] on entend couramment, d'éditoriaux en plateaux, que « les nazis sont quand même arrivés démocratiquement au pouvoir » (faux), que « Hitler a été élu par les Allemands » (jamais), que « la crise a conduit les nazis au pouvoir » (faux), que « les extrêmes/les populismes/les extrémistes ont tué la démocratie de Weimar » (faux), voire, pour les plus chafouins, que « la gauche est responsable de l'arrivée des nazis au pouvoir », une sentence stupéfiante comparable à celles qui, à l'été 2022, attribuaient les mégafeux qui dévastaient la Gironde... aux écologistes. »

Comment le nazisme est-il alors arrivé au pouvoir ? Il perdait du terrain aux élections à partir de 1932 et ses dissensions internes laissaient envisager son implosion... Avec les irresponsables qui donnent leur titre au livre, « une petite oligarchie désinvolte, égoïste et bornée qui a fait le choix, le calcul et le pari de l'assassinat d'une démocratie ».

Si ces derniers ont pour noms Hindenburg, Brüning, Von Papen, Schleicher etc., les situations présentent d'affolantes similitudes avec ce que notre démocratie subit actuellement. Johann Chapoutot ne craint pas de dire sa propre stupéfaction au terme de ce travail où il en dresse un récapitulatif, inventaire non exhaustif, dans son épilogue, sur près de deux pages. Tout y est : un pouvoir exécutif qui se présidentialise, aux mains d'un personnage « orgueilleux et buté », sabote le modèle social allemand, soutenu par une gauche soucieuse, dit-elle, d'éviter le pire. Un aréopage de conseillers, courtisans et incompetents, deux dissolutions demandées par l'extrême droite à qui on les accorde, en gage de bonne volonté, au risque de la voir triompher ; le refus de reconnaître une défaite aux législatives, accompagné d'une condamnation des extrêmes, mais singulièrement de la gauche... Des ordonnances d'urgence, un milliardaire « magnat des médias et habité par une mission de résurrection nationale, qui bâtit un empire de presse et de cinéma pour imposer ses cadrages, ses thèmes et sa ligne à un pays qui plébiscitait la paix et la justice sociale mais qui se trouve progressivement nazifié » (chapitre absolument passionnant sur Alfred Hugenberg, digne prédécesseur des Berlusconi et autres Bolloré) ; la terreur de tout ce qui touche à l'évolution des mœurs (féminisme, homosexualité, éducation, culture) ; des gouvernements

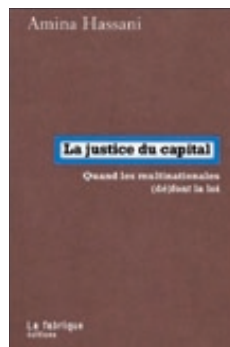
qui s'éternisent, expédiant pendant des mois les affaires courantes, tandis que des manigances et des tractations ont lieu pour se maintenir au pouvoir malgré l'absence de majorité ; des cadeaux faits – au nom de l'emploi – au patronat qui en réclame toujours plus ; des projets de réforme de la constitution dans le sens d'un renforcement du pouvoir exécutif, le recours à la force et puis... l'alliance avec l'extrême droite jusqu'à lui confier le pouvoir.

Les signaux d'alarme clignotaient hier comme aujourd'hui. Pourquoi la droite n'a-t-elle pas été arrêtée ? Peut-être bien parce que la gauche avait échoué à déterminer une stratégie commune. À bon entendeur... ●

Les Irresponsables. Qui a porté Hitler au pouvoir ? Johann Chapoutot, Gallimard, février 2025, 284 p., 21 €.

La justice du capital. Quand les multinationales (dé)font la loi

JÉRÉMIE DEMAY



Avec une plume affûtée, Amina Hassani embarque le lecteur dans une enquête implacable, au cœur des coulisses où les grandes entreprises travaillent d'arrache-pied à une seule chose : empêcher les États de contrarier leurs intérêts privés. Tout se joue dans l'ombre, dans ces tribunaux d'arbitrage privés où, en toute discrétion, les multinationales tiennent les gouvernements en laisse pour préserver leur emprise sur les

ressources, les populations, et continuer de dépouiller l'environnement avec une légalité taillée à leur mesure. Bourré de détails et d'exemples concrets, le travail d'Amina Hassani transforme cet univers juridique et économique, d'ordinaire aride comme un désert comptable, en un récit absolument passionnant. L'exercice n'avait pourtant rien d'évident : écrire un livre entier sur le droit et l'économie sans endormir le lecteur relève de la haute voltige. Mais sa pédagogie, sa documentation foisonnante et son sens du récit obligent presque à tourner les pages, tant on découvre jusqu'où peut aller le cynisme libéral lorsqu'il s'agit d'exploiter toujours plus. Exemple saisissant : après le Printemps arabe de 2011, l'Égypte relève le salaire minimum, passant de 50 à 90 euros. Mais chez Veolia, c'en est trop. La multinationale saisit un tribunal privé d'arbitrage au motif que cette petite hausse mettrait en péril la santé financière de sa filiale chargée des déchets à Alexandrie. Résultat : Veolia réclame 140 millions d'euros de

compensation au gouvernement égyptien. Certes, en 2019, la firme est déboutée, mais l'intimidation est là, bien réelle. La même année, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, qualifie ces procédures de « terrorisme judiciaire ». Et il sait de quoi il parle : les industries des énergies fossiles ont déjà obtenu plus de 82,8 milliards d'euros de compensation à travers le monde. Ce système a germé lorsque les politiques impérialistes ont commencé à vaciller, au début du XX^e siècle. Les industriels ne voulaient surtout pas que les États deviennent une gêne dans l'accaparement des richesses. Quant aux droits des peuples et à la souveraineté nationale, pour ces messieurs, ce ne sont que des contes bleus pour endormir les enfants. Après la Seconde Guerre mondiale et les vagues de décolonisation, le mécanisme s'est emballé. Les peuples voulaient la liberté ? Très bien, à condition qu'ils ne touchent pas à la chaîne invisible qui les maintenait sous la coupe de leurs anciens maîtres. Alors on a signé des traités de « libre-échange ».

Et, comme pour les contrats d'assurance, l'essentiel se trouvait dans les petites lignes : en cas de litige, direction les tribunaux privés. Pas de justice publique, pas de débat, pas de citoyens. Les puissants craignent trop le « règne de la foule ». Pour les néolibéraux, et plus encore pour leurs héritiers libertariens, la dérégulation totale et la sanctuarisation de l'économie loin du champ démocratique sont devenues la condition sine qua non de leur prospérité sans contrôle. Ce livre est véritablement fascinant. Il éclaire, avec une précision chirurgicale et une simplicité désarmante, l'arrière-cuisine de l'économie mondiale où une infime minorité tente encore et toujours de justifier son pillage sans limite. ●

La justice du capital. Quand les multinationales (dé)font la loi, Amina Hassani, La Fabrique éditions, 203 pages, 14 €.

Collaborations, enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires

JD



faire la danse du ventre devant l'extrême droite. Il y décrit

C'est, en quelque sorte, le second tome des Irresponsables de Johann Chapoutot, si un éditeur avait eu la clairvoyance de lancer une collection consacrée à la manière dont la démocratie est bradée à l'extrême droite. Dans *Collaborations*, Laurent Mauduit, journaliste et co-fondateur de Mediapart, dissèque patiemment comment et pourquoi les grands patrons et les financiers n'ont désormais plus aucune gêne à

les rendez-vous discrets, les analyses qui convergent, les intérêts qui se nouent, et les accointances idéologiques qui n'osent plus se cacher.

Contrairement aux industriels allemands des années 1930 décrits par Chapoutot, la bourgeoisie d'affaire française actuelle ne pourra pas jouer la vierge effarouchée en prétendant qu'elle « ne savait pas ». Elle sait très bien que l'extrême droite est toxique, violente, antidémocratique. Mais, poussées par des Vincent Bolloré, Pierre-Antoine Stérin, Sophie de Menthon ou Charles Beigbeder (liste non exhaustive, hélas), les élites économiques ont jugé que la démocratie coûtait trop cher, et que la haine serait plus rentable. Un livre glaçant, et un avertissement : que cette histoire-là ne se termine pas comme celle des Irresponsables de Chapoutot. ●

Collaborations, enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires, Laurent Mauduit, La Découverte, 306 pages, 22 €.

La France éternelle, une enquête archéologique

JD



« La France vient du fond des âges. Elle vit. Les siècles l'appellent. Mais elle demeure elle-même au long du temps. Ses limites peuvent se modifier sans que changent le relief, le climat, les fleuves, les mers, qui la marquent indéfiniment. Y habitent des peuples qu'étreignent, au cours de l'histoire, les épreuves les plus diverses, mais que la nature des choses, utilisée par la politique, pétrit sans cesse en une seule nation ».

C'est par cet extrait de *Mémoires d'espoir* de Charles de Gaulle que l'enquête de Jean-Paul Demoule commence. De belles phrases certes, mais complètement fausses ! Jean-Paul Demoule, dans son livre, montre comment un récit national confortable peut s'imposer même quand il repose sur du sable. Un récit repris et recyclé par les marchands de nostalgie comme Philippe de Villiers qui en fait son fonds de commerce fétide et sournois.

Non, nos « ancêtres » ne sont pas les Gaulois. Les premiers humains présents sur le territoire étaient africains. Ils ont été « grand remplacés » par des agriculteurs venus du Proche-Orient. Les Gaulois, eux, ne sont qu'un étiquetage romain collé sur un patchwork de peuples celtes. Même le mot « France » est importé : il vient des Francs, un peuple d'Europe de l'Est. Ils tenaient leur nom d'un certain Francion qui aurait participé à la bataille de Troie... Jean-Paul Demoule, historien, archéologue, et ancien prof d'histoire à la Sorbonne, démonte ainsi, pièce après pièce,



ces récits fabriqués. Car chaque pouvoir, chaque dynastie, a bricolé sa propre généalogie pour justifier son autorité. Les Carolingiens se sont inventé des origines pour prendre la suite des Mérovingiens (en sortant au passage le concept des rois fainéants). Les Capétiens ont recommencé. C'était la propagande du parchemin : il fallait poser une légende sur le trône avant d'y asseoir le roi.

La République n'a pas fait mieux. Après la débâcle de 1870, Ernest Lavisse a rédigé un roman national sur mesure, en éliminant tout ce qui n'entrait pas dans le cadre : les peuples, les métissages, les ruptures, les conflits sociaux. Il fallait une histoire simple avec des héros beaux et forts, et surtout pas de complexité. C'est cette version appauvrie que certains continuent de répéter aujourd'hui. Bref, Lavisse est, sans le savoir, le premier scénariste du Puy du Fou. Le livre de Demoule agit comme un antidote. Des faits et uniquement des faits. Il rappelle que l'histoire est un chantier permanent, et non une chapelle identitaire où l'on se réfugie quand l'inconnu fait peur. Il montre surtout que ceux qui prétendent sauver la France en invoquant « nos origines » ne connaissent, la plupart du temps, pas grand chose. Ce livre est à offrir d'urgence à Tonton facho, et à quiconque prenant Stéphane Bern ou Lorant Deutsch pour des historiens. L'histoire est une science qui ne plie pas pour faire plaisir et raconter n'importe quoi. ●

La France éternelle, une enquête archéologique, Jean-Paul Demoule, La fabrique éditions, 263 pages, 12 €.



« Nos ancêtres les Gaulois, Vercingétorix harangue ses hommes. » Illustration extraite de l'Histoire de France de Ernest Lavisse (vers 1914).



Effet garanti sans smartphone ni réseaux sociaux

| *Lisons moins d'écrans et plus de livres* |

filpac cgt

La fédération au cœur de **la lutte**
pour la défense de l'imprimé,
de la presse écrite et des **métiers**
du livre et du papier

Le Livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr

**SANTÉ
PRÉVOYANCE
SOLIDARITÉ**

ENSEMBLE, CONSTRUISONS LA PROTECTION SOCIALE DES SALARIÉS

Institution de prévoyance, forte de plus de 50 ans d'expérience, l'*apgis* est un acteur de référence de la protection sociale complémentaire collective.

Partenaire de la protection sociale de votre profession, depuis 2011 pour le cartonnage et depuis 2023 pour la transformation Papier Carton, l'*apgis* propose à vos salariés une couverture santé et prévoyance de qualité, à un prix juste et répondant aux exigences réglementaires.

À VOS CÔTÉS pour vous accompagner

Nous accompagnons branches professionnelles et entreprises pour la mise en œuvre et le suivi de leurs garanties santé et prévoyance.

Pour plus d'informations sur les régimes Santé et Prévoyance, des interlocuteurs privilégiés sont à votre écoute :

Franck Mallet

Responsable Grands comptes
et Accord de branches
f.mallet@apgis.com



Morgane Pichou

Relations extérieures
m.pichou@apgis.com



Notre service souscription

01 49 57 45 11



cartonnage@apgis.com



apgis.com

NOS VALEURS

PARITARISME

Être paritaire c'est construire avec les représentants des employeurs et des salariés des offres en adéquation avec les réalités de l'entreprise et les obligations réglementaires.

SOLIDARITÉ

Organisme à but non lucratif, nous dédions notamment nos moyens à l'amélioration de nos services et à la mise en place d'actions de solidarité auprès des salariés en situation difficile.

PROXIMITÉ

Assureur à taille humaine, nous accompagnons au quotidien les branches professionnelles, les entreprises et les salariés pour leur proposer des garanties de prévoyance collective adaptées à leurs besoins et leurs particularités.

EXPERTISE

Forts d'une expertise reconnue en prévoyance collective, nous œuvrons au quotidien pour proposer aux entreprises une protection sociale de qualité au coût le plus juste.

Le pouvoir des fleurs

JÉRÉMIE DEMAY

Dire qu'il existe encore des étudiants qui s'engagent dans un cursus de droit international... Après avoir franchi les barrages de Parcoursup, avalé du droit privé, du droit administratif, les voilà enfin en master, la tête pleine d'ONU, de traités, de conventions, d'ambassades et de grandes causes universelles. Ils imaginent déjà défendre la paix mondiale avec un code annoté et un stylo quatre couleurs. Et puis patatras : Trump déboule.

Il renverse la table et décrète que la seule règle, c'est le rapport de force. Le droit international ? Un vieux bibelot, comme les traités avec les peuples amérindiens : ça se range au musée des choses qui ont été violées en toute impunité.

Poutine ? Netanyahu ? Mandats d'arrêt, crimes contre l'humanité ? « Fake news ». Parole du président autobronzé. Pour prouver son amitié, il les invite à son machin pour la paix, ces réunions pour les plus grands salopards de la planète. L'humanité

de Trump étant inversement proportionnelle à la taille de son ego, il regarde les Palestiniens et les Ukrainiens se faire broyer avec la compassion d'un actionnaire face à un plan social : un haussement d'épaules, et il passe au trou suivant.

Il kidnappe un chef d'État, piétine la souveraineté d'un pays, envoie des troupes sans même s'embarrasser de ses propres institutions. Pour lui, le Congrès, c'est décoratif. Tout ça pour du pétrole. Mais attention, c'est pour la liberté, toujours. Imaginons un étudiant en droit international lever timidement la main : « Monsieur le Président, vous violez la souveraineté d'un État, vous contournez vos institutions, vous ignorez le droit international. Pourquoi ? » Réponse : « Écoute, petit Frenchy. Maduro est un dealer qui drogue toute l'Amérique. » « Mais... ce n'est pas vrai... » répond l'étudiant. « Tu n'es pas gentil et tu n'es pas très intelligent. Tu ressembles à Biden revenant du Costa-Rica. Ce ne sont que des fake news. Tu bosses pour CNN ? Sur Fox, ils ont dit que j'avais raison. Ça, c'est du journalisme ! »

Fort de ce raisonnement fin comme du gros sel, le voilà qui lorgne le Groenland, teste le Canada, affame Cuba. C'est bien connu, pour qu'un peuple soit libre et heureux, rien ne vaut un bon blocus. Ça ouvre l'appétit démocratique.

Et l'Europe ? Ne comptez pas sur elle pour siffler la fin de la partie. Von der Leyen a les genoux usés jusqu'à l'os à force de courbettes. Macron fait les gros yeux, mais derrière ses lunettes d'aviateur, personne ne voit s'il cligne ou s'il dort.

Pendant ce temps, le droit international retourne doucement à l'état de folklore. Bientôt, il sera dans un écomusée, entre la reconstitution d'une lavandière et l'atelier du sabotier. À côté, peut-être, le Droit du travail et le Droit pénal : espèces disparues.

Autant fermer les facs de droit tout de suite. Ça fera des économies. À la place, ouvrons des cours pour apprendre à cultiver des fleurs. C'est joli, ça sent bon, ça nourrit les insectes. Surtout, les fleurs c'est comme l'espoir, même dans les terrains les plus pourris, ça finit toujours par réapparaître. ●



Le droit international ? Un vieux bibelot, comme les traités avec les peuples amérindiens : ça se range au musée des choses qui ont été violées en toute impunité.

SPÉCIAL DERNIÈRE

Numéro hors série / février 2026

**ÇA NE SE RECHARGE PAS
C'EST INCASSABLE
ÇA NE CRAINT NI LE CHAUD,
NI LE FROID
ÇA NE CONSOMME PAS
D'ÉNERGIE
C'EST RECYCLABLE À 100%
C'EST MIS À JOUR TOUTES
LES 24H... ET...
ÇA DÉFEND LA DÉMOCRATIE !
ÇA S'APPELLE UN JOURNAL
QUOTIDIEN.**

| *Lisons moins d'écrans et plus de journaux* |

filpac cgt

La fédération au cœur de **la lutte**
pour la défense de l'imprimé,
de la presse écrite et des **métiers**
du livre et du papier

Le Livre, le Papier et la Communication

www.filpac-cgt.fr

Fédération des travailleurs
des industries du Livre,
du Papier et de la Communication CGT

filpac cgt

La fédération au cœur
de la lutte pour la défense
de l'imprimé, de la presse
écrite, des métiers
du livre et du papier

www.filpac-cgt.fr

A PROPOS

du

LIVRE

Design graphique et photo : Frédéric Joffre - www.filpac-cgt.fr - 19ème 75 012

Investis à vos côtés

pour la défense de l'emploi, le développement
des compétences et la qualité du travail

FORMATION



EXPERTISE



CONSEIL



NÉGOCIATION



**Un accompagnement sur mesure à chaque étape
de votre parcours d'élus de CSE**

Pour des compromis éclairés, équilibrés et exigeants !

40

ANS D'EXPÉRIENCE

≈ 300

EXPERTS
PLURIDISCIPLINAIRES

8

IMPLANTATIONS
RÉGIONALES

≈ 300

ÉLUS FORMÉS
PAR AN

≈ 2 500

MISSIONS
RÉALISÉES PAR AN



20, rue Martin Bernard 75013 PARIS

📞 01 53 62 70 00 | ✉ contact@secafi.com | www.secafi.com



filpac cgt

La fédération au cœur
de la lutte pour la
défense de l'imprimé,
de la presse écrite et
des métiers du livre
et du papier

Ça ne se recharge pas,
c'est incassable,
ça ne tombe pas en panne,
ça ne consomme pas d'énergie,
c'est mis à jour régulièrement
sans votre intervention,
c'est recyclable à 100 %.

Ça s'appelle une affiche.

| Levons le nez de nos écrans. Informons-nous avec l'affichage |